

JUIN 1983 - 6 FF

Le **Courrier** de l'unesco

Paysans du globe



M 1205 - 306 - 6 F

Le temps des peuples



Photo © Paul Almsay, Paris

14 MALAISIE

Plantation d'hévéas

De nombreux végétaux donnent une sève d'où l'on peut extraire le caoutchouc, mais la quasi-totalité du caoutchouc naturel provient de l'hévéa (*Hevea brasiliensis*), un arbre, originaire d'Amazonie, dont on récolte la sève ou latex par incision du tronc. Sa culture nécessite une main-d'œuvre abondante. Notre photo : ouvrières chargées de la plantation d'hévéas en Malaisie, premier producteur mondial de caoutchouc naturel.

Publié en 27 langues

Français	Tamoul	Coréen
Anglais	Persan	Kiswahili
Espagnol	Hébreu	Croato-Serbe
Russe	Néerlandais	Macédonien
Allemand	Portugais	Serbo-Croate
Arabe	Turc	Slovène
Japonais	Ourdou	Chinois
Italien	Catalan	Bulgare
Hindi	Malais	Grec

Une édition trimestrielle en braille est publiée en français, en anglais, en espagnol et en coréen.

Mensuel publié par l'UNESCO
Organisation des Nations Unies
pour l'Éducation,
la Science et la Culture
Ventes et distributions :
Unesco, place de Fontenoy, 75700 Paris
Belgique : Jean de Lannoy,
202, avenue du Roi, Bruxelles 6

ABONNEMENT — 1 an : 58 francs français ; 2 ans (valable uniquement en France) : 100 francs français ; Paiement par chèque bancaire, mandat, ou CCP 3 volets 12598-48, à l'ordre de : Librairie de l'Unesco. Retourner à Unesco, PUB/C, 7, place de Fontenoy - 75700 Paris.
Reliure pour une année : 46 francs.

Rédacteur en chef :
Edouard Glissant

ISSN 0304-3118
N° 6 - 1983 - OPI - 83 - 3 - 399 F

pages

4	LES OUBLIÉS DE L'AMÉRIQUE LATINE <i>par Guillermo Almeyra</i>
8	PAYSANS D'AFRIQUE : PEUPLE EN MARGE OU EN MARCHÉ ? <i>par Jean-Marc Ela</i>
11	MON VILLAGE S'APPELLE NANPUR <i>par Prafulla Mohanti</i>
15	LA CHINE PROFONDE <i>par Ma Shiyu</i>
18	LE KOLKHOZE DE CHTCHERBANI <i>par Evgueny V. Novikov</i>
21	LE TERRITOIRE DU PAYSAN <i>une interview d'Emmanuel Le Roy Ladurie</i>
25	UN FERMIER DU MIDDLE WEST <i>par Don Peasley</i>
28	QUAND LA VILLE RENCONTRE LA CAMPAGNE <i>par Minko Kazandjiev</i>
30	LES NOUVEAUX NOMADES <i>par Jean Fauchon</i>
34	LATITUDES ET LONGITUDES
2	LE TEMPS DES PEUPLES MALAISIE : Plantation d'hévéas

Le Courrier du mois

EN consacrant un numéro spécial aux paysans du monde, nous avons voulu attirer l'attention sur une situation qui, à l'échelle internationale, est loin d'être satisfaisante. On constate un peu partout la disparition progressive des hommes vivant du travail de la terre et, dans de nombreux pays, notamment du tiers-monde, une aggravation inquiétante de leurs conditions d'existence.

Dans les pays industrialisés, la mécanisation agricole, la culture intensive ont imposé le remembrement et (sauf dans les pays à régime socialiste) un fort apport individuel en capital. Malgré un énorme endettement, les petits propriétaires n'ont pu soutenir le rythme de ces transformations et ont dû vendre leurs terres et refluer vers les villes.

Dans les pays du tiers-monde, les petits paysans sont surtout victimes des grandes transnationales agro-alimentaires qui contrôlent les marchés nationaux et internationaux et introduisent, où bon leur semble, les monocultures et les « révolutions vertes ». Des millions de petits cultivateurs ont été ainsi refoulés soit vers les agglomé-

rations citadines où, entassés dans des bidonvilles, ils ont été réduits à l'état de sous-prolétaires ; soit vers les terres ingrates des pentes montagneuses où, en essayant de subsister, ils ont contribué malgré eux, par le déboisement, à l'érosion des terres et à la désertification. Mais le déboisement est surtout lié à l'exploitation effrénée des forêts par les grandes sociétés. Au Sahel, la désertification prend les proportions d'une catastrophe à l'échelle d'un continent. Ainsi, dans de nombreuses régions de la planète, les zones qui transforment les paysans en sinistrés se multiplient.

Ce déracinement forcé des travailleurs de la terre, qui ne cesse de s'étendre, ne constitue pas seulement un drame humain, mais aussi une perte irréparable, puisqu'il détruit en même temps la culture dont ils sont porteurs. Cette culture est aussi précieuse qu'ancienne. Vivace, comme en témoignent les œuvres créées par des paysans haïtiens, andins ou chinois d'aujourd'hui, elle doit être sauvegardée, mieux : développée.

La situation des paysans du globe sera améliorée quand ils seront mieux intégrés,

d'un point de vue économique et culturel, à la vie nationale ; quand tous auront à leur disposition les moyens scientifiques et technologiques susceptibles d'augmenter les rendements de leurs terres ; quand les problèmes des zones sinistrées seront systématiquement abordés et que la communauté internationale y consacrera les efforts et les moyens indispensables ; quand enfin, et surtout, les principes sur lesquels repose aujourd'hui l'organisation internationale des marchés seront révisés dans le sens de l'équité et de la solidarité.

Notre couverture : graphisme d'Alberto Incroci © Fonds international de développement agricole (FIDA), Rome. Couverture de dos : champs cultivés selon les méthodes du *dry farming* (culture sèche) dans l'Etat de Washington, aux États-Unis. Cette technique permet de cultiver des céréales, sans irrigation, dans des zones arides, en maintenant l'humidité du sol par divers procédés. L'un d'eux consiste à laisser un certain temps dans les champs le chaume (bandes sombres sur la photo) pour qu'il retienne un maximum d'humidité. Photo Georg Gerster © Rapho, Paris.

Les oubliés de l'Amérique latine

par Guillermo Almeyra

EN Amérique latine, les paysans, sauf pendant de brèves et intenses périodes où ils surgissent au premier plan de la vie nationale, comme la lave jaillissant soudain d'un volcan, ont toujours été les derniers, les laissés-pour-compte. Ce sont eux pourtant qui soutiennent depuis toujours tout le poids de l'effort en faveur du développement. L'économie de la majorité des pays latino-américains dépend, en effet, de l'exportation des produits agricoles. Et c'est la production de biens de consommations de base qu'assurent les paysans, y compris pour leur propre consommation, qui permet de maintenir le niveau de vie des villes modernes et hypertrophiées de ce continent. Le retard dans lequel on a maintenu les campagnes et leurs habitants, lié à un certain type d'économie et de propriété foncière, limite gravement l'extension du marché intérieur, le développement économique et l'élévation du niveau culturel, alimentaire et matériel des pays latino-américains. Il représente une immense injustice historique qui est à la source de profondes et graves instabilités sociales.

Les paysans, qui sont par définition isolés, dispersés et accaparés par la vie locale, représentent ainsi un fardeau pour la structure sociale actuelle de leur pays. Aussi retiennent-ils l'attention de l'opinion publique internationale et deviennent-ils une force politique mondiale de premier ordre dont les pays industrialisés doivent tenir compte dans leurs calculs et dans l'élaboration de leurs politiques et stratégies. D'où la nécessité d'observer constamment ce qui se passe dans les profondeurs de cette masse humaine désorganisée qui représente le gros de la population dans de nombreux pays d'Amérique latine. C'est pourquoi il est aussi indispensable, pour comprendre et prévoir l'avenir, de suivre de près les gran-

des tendances qui agitent et transforment le monde rural.

Plutôt que de paysans, il vaudrait mieux, pour être précis, parler d'habitants des campagnes : autochtones de nombreux pays, co-proprétaires fonciers, ouvriers agricoles et paysans sans terre ni travail fixe, artisans indiens ou métis, petits commerçants qui sont en réalité des paysans pauvres et sans travail, familles très nombreuses en partie seulement incorporées à la production comme reproductrices de la valeur de la force du travail ou de des privilégiés qui ont un travail productif officiel.

Ce monde rural, en outre, varie profondément selon les régions, d'un pays à l'autre mais aussi à l'intérieur de chacun. Les paysans de la vallée du Rio Negro ou de la Vallée de Unco, dans la province de Mendoza, en Argentine, vendaient très avantageusement, aux temps heureux, leurs récoltes de fruits, s'achetaient une maison, voyageaient en Europe, changeaient de voiture, acquéraient du matériel agricole. De nos jours, ils manifestent en tracteur dans les rues des villes et distribuent gratuitement leurs récoltes de pommes. Les communautés indiennes d'Oaxaca au Mexique, réagissent aussi aux effets directs de la crise économique sur leur propre existence en défendant leurs forêts contre les « talamontes » qui cherchent à prendre leur bois ; mais un abîme culturel et social sépare ces communautés indiennes des fruiticulteurs argentins.

Quant aux millions de « boias frias » — ces journaliers brésiliens qui attendent dans les rues et les marchés de leurs centres ruraux qu'on loue leurs services, ne serait-ce qu'une journée, et qui ne bénéficient d'aucun droit, d'aucune défense ou organisation d'un type quelconque — ils n'ont pas grand-chose à voir avec les travailleurs des raffineries de sucre du nord de l'Argentine, du nord du Pérou ou du Mexique : ceux-ci sont souvent propriétaires d'importantes coopératives de production qui englobent terres et usines et sont toujours syndiqués et protégés par la législation du travail. De leur côté, les communautés des Indiens du Guatemala, des sierras mexicaines, de la cordillère des Andes, se différencient profondément, par leurs caractéristiques et leurs problèmes particuliers, des paysans

métis intégrés au marché, car ils doivent défendre leur mode de vie précapitaliste tout en cherchant une juste intégration dans la communauté nationale. Même lorsqu'ils partagent la misère des autres communautés rurales, leur degré d'abandon est plus grand, et ils doivent affronter des obstacles encore plus infranchissables.

En fait, de même qu'il n'existe pas une seule mais plusieurs Amériques latines, à la fois unies par des liens fraternels et différentes, il n'existe pas un monde rural unique. La différence entre les paysans et les habitants de la campagne, dans les conditions du développement historique propre à chaque pays ou à chaque région, n'est pas seulement quantitative mais qualitative. Il n'y a pas de dualisme, de juxtaposition entre deux modes de production, deux modes de vie, deux cultures, mais au contraire un développement à la fois inégal

Photo Maximilien Bruggmann © La Spirale, Yverdon, Suisse



GUILLERMO ALMEYRA, écrivain et journaliste argentin, a été professeur d'études supérieures à l'École des sciences politiques de l'Université nationale autonome de Mexico. Collaborateur de la version espagnole de « Ceres », la revue de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), il est aussi le correspondant en Europe de la radio du ministère mexicain de l'Éducation et de diverses revues et journaux d'Amérique latine.

et combiné. Et ce que l'on appelle la marginalisation économique, sociale, culturelle, d'immenses masses humaines fait partie intégrante de l'accroissement urbain et industriel propre à la région de l'Amérique latino-américaine et à son intégration, dans la phase actuelle, au marché mondial.

Cette fragmentation du monde rural latino-américain n'exclut cependant pas l'existence de grandes tendances communes. Elles sont le résultat immédiat de la "modernisation", c'est-à-dire de la pénétration, en tous lieux et en un laps de temps très bref, du mode de production dominant dans le monde et de la transnationalisation de l'économie qui se traduit par une uniformisation des modèles de consommation et des normes culturelles. Très schématiquement et sans perdre de vue la résistance que les divers tissus sociaux offrent à cette version économique-politico-sociale moderne

du lit de Procuste, on peut donc constater certains phénomènes communs qui sont en train de changer les caractéristiques traditionnelles de l'Amérique latine. La plus notable est peut-être l'évolution démographique.

De nos jours, des millions de pauvres venus des campagnes errent à travers leurs pays, parcourant des milliers de kilomètres à la recherche d'une amélioration sociale inaccessible. Par centaines de milliers ils traversent les frontières. Des pays comme le Paraguay et l'Uruguay se sont vidés d'une bonne partie de leur main-d'œuvre active, d'une part essentielle de leur population productive la plus jeune, la plus dynamique, la mieux préparée. La modernisation capitaliste de l'agriculture agit, dans les campagnes latino-américaines, à la façon d'une pompe aspirante-refoulante : elle absorbe et rejette des milliers de personnes

vers l'extérieur et vers les villes, car l'exploitation agro-industrielle exige une main-d'œuvre relativement faible et tend à maintenir les petites propriétés où les paysans vivent en autarcie comme une réserve de travailleurs saisonniers.

Cette migration économique est la cause d'un véritable démantèlement de la vieille société agricole traditionnelle et entraîne une transformation du milieu social, culturel et même physique des pays latino-américains. Dans un grand nombre d'entre eux, et tout particulièrement en Amérique centrale, s'y ajoute la migration politique, stimulée et alimentée par la première, mais qui a aussi ses propres causes, sa propre dynamique, ses propres caractéristiques. L'insécurité au Guatemala, par exemple, a obligé un million de personnes, soit un septième de la population globale du pays, à se déplacer. ▶

Des paysans du Pérou travaillent dans l'*altiplano*, haut plateau situé à 3 600 mètres au-dessus du niveau de la mer, entre les cordillères de l'est et de l'ouest des Andes péruviennes.



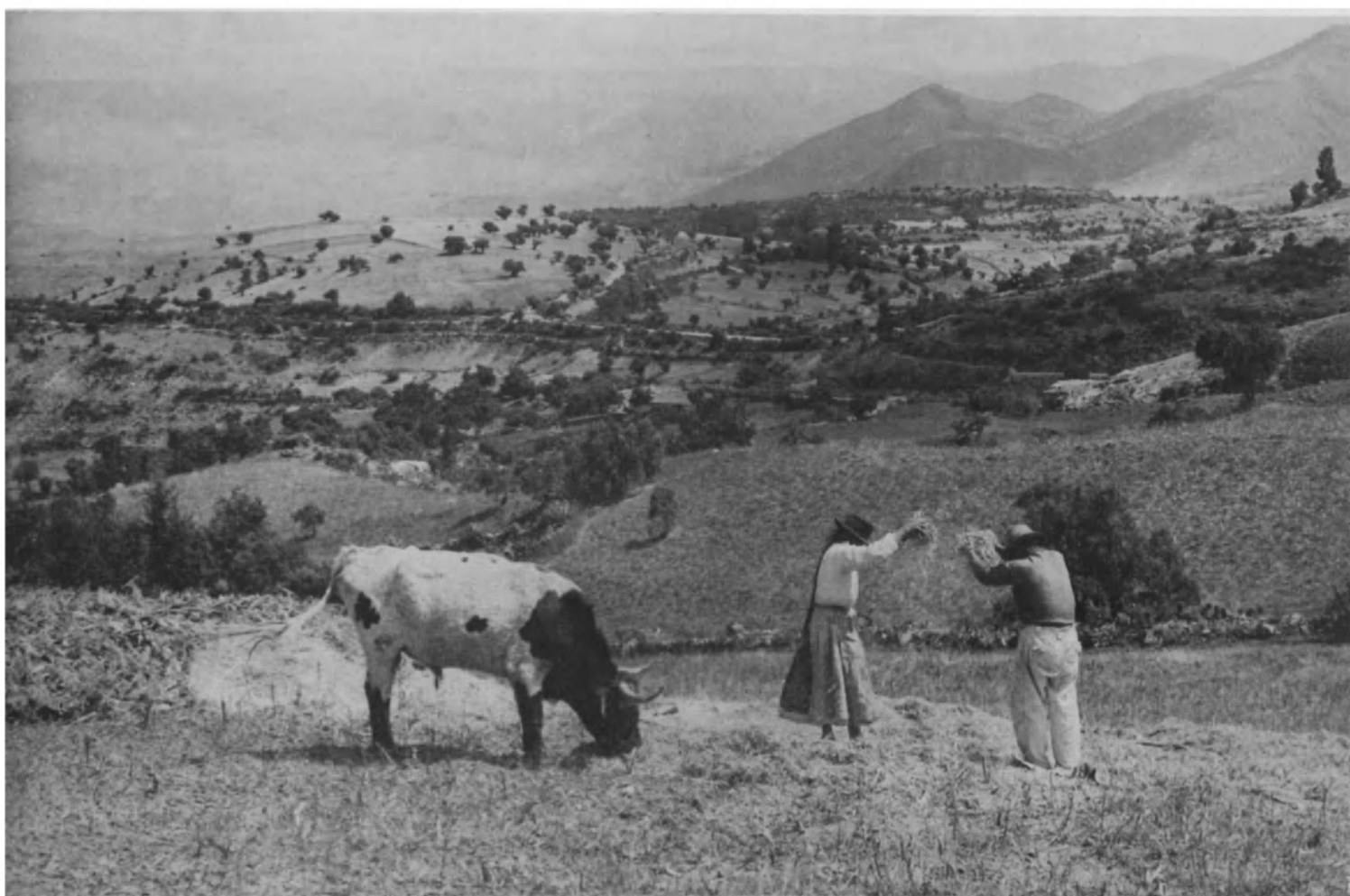


Photo Maximilien Bruqqmann © La Spirale, Yverdon, Suisse

Ci-dessus, plantations de riz dans la vallée du Rio Jequetepeque, près de Cajamarca, ancienne cité inca et principale agglomération des Andes péruviennes du nord.

► Mais ce qui caractérise davantage encore l'Amérique latine, c'est qu'elle est en train de cesser d'être un continent rural. Partout les paysans vont y devenir en quelques années minoritaires. Même en Amérique centrale, où la population rurale représente encore 60 pour cent de la population globale, les villes s'agrandissent à un rythme annuel qui dépasse 5 pour cent. L'urbanisation sauvage entraîne la « ruralisation » des villes, et la modernisation capitaliste du monde rural, faite sans que soient créés des emplois correspondant aux changements, s'approprie et détruit les terres marginales, modifie brutalement le milieu naturel et social, polarise la population rurale en créant un petit secteur de travailleurs permanents et une grande masse de travailleurs occasionnels ou migrants.

La transnationalisation de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire a converti, par ailleurs, des pays traditionnellement producteurs, voire exportateurs d'aliments de base, en importateurs de ces mêmes aliments, accroissant leur dépendance envers les pays industrialisés (qui ne se contentent plus d'exporter des produits manufacturés et des capitaux, mais se mettent aussi à exporter des produits agricoles). Bien évidemment, l'importation de produits alimentaires à meilleur marché que ceux de la production nationale (grâce, la plupart du temps, à une politique de crédit ou douanière de faveur) porte un rude coup à la stabilité du paysan moyen ou pauvre. Et l'importation de produits finis, autant que les changements des goûts qu'impose la publicité, également transnationale, amène le remplacement de produits alimentaires locaux comme le tapioca, le manioc ou l'orge, par d'autres produits que le pays doit payer en devises fortes.



Les prix des produits agricoles chutent, la propriété rurale, les moyens de production, le crédit se concentrent de plus en plus, le chômage rural s'étend, des multitudes de paysans autochtones se transforment en ouvriers temporaires dans les plantations de café ou les bananeraies, ou bien dans les plantations appartenant aux grands propriétaires terriens ou aux transnationales. Une telle situation crée une profonde insatisfaction dans les secteurs paysans de toute l'Amérique latine, quels que soient leur niveau de développement, leurs origines ethniques, leur culture.

Parallèlement, l'urbanisation forcée de millions de personnes introduit brutalement le problème des campagnes dans la ville et met fin à la séparation et à l'affrontement historique entre les habitants des villes et ceux des campagnes : les premiers ne peuvent plus ignorer le reste du pays et les seconds, devenus désormais une minorité, ne peuvent trouver de solutions séparées. Ainsi, rompant donc leur isolement classique, les paysans cherchent-ils à s'appuyer sur des institutions et des organisations nationales d'origine urbaine — l'Église, les syndicats, les partis —, ce qui finit par introduire de nouveaux problèmes et de nouvelles forces sociales et politiques dans la vie rurale.

Dans le même temps, le taux de natalité tend à baisser mais celui de la mortalité baisse encore davantage. L'espérance de vie augmente tout comme a sensiblement augmenté le niveau d'enseignement de sorte que la majorité de la population sait maintenant lire et écrire et est bien mieux informée grâce, surtout, au développement des moyens de communication orale comme la radio et même la télévision qui atteint aujourd'hui les endroits les plus reculés. Ce niveau culturel nouveau et cette nouvelle capacité de jugement s'ajoutent à une situation économique critique et rendent intolérables des situations politiques qui étaient acceptées auparavant avec résignation ou fatalisme.

Cependant, ce besoin de participation et cette exigence de démocratie se heurtent à la « modernisation » de l'agriculture qui accorde de moins en moins d'importance au vote rural et sape jusqu'aux bases du populisme traditionnel. Le paradoxe du développement en Amérique latine tient au fait que ce même développement ne s'identifie pas simplement à la croissance économique et que les grandes forces qui veillent à maintenir la structure sociale actuelle travaillent activement à un changement économique qui ne peut manquer d'avoir de profondes conséquences politiques et sociales. Nous assistons en ce moment à la disparition du vieux monde rural (qui ne survivra que dans des zones utiles à l'agriculture « moderne » ou changera totalement) ainsi qu'à la naissance d'une nouvelle Amérique latine.

Guillermo Almeyra

◀ A gauche, sur le haut plateau (altitude : 3 300 mètres) situé près de la ville de Quinua, dans la région d'Ayacucho au nord du Pérou central, des paysans éventent du blé à la main pour éviter sa fermentation.

Photo Maximilien Bruggmann © La Spirale, Yverdon, Suisse



Photo © A. Muñoz de Pablos, Le Pecq, France

Ci-dessus, récolte de pommes de terre dans la région andine du Venezuela.

Scène de marché, œuvre du peintre haïtien Micius Stéphane.

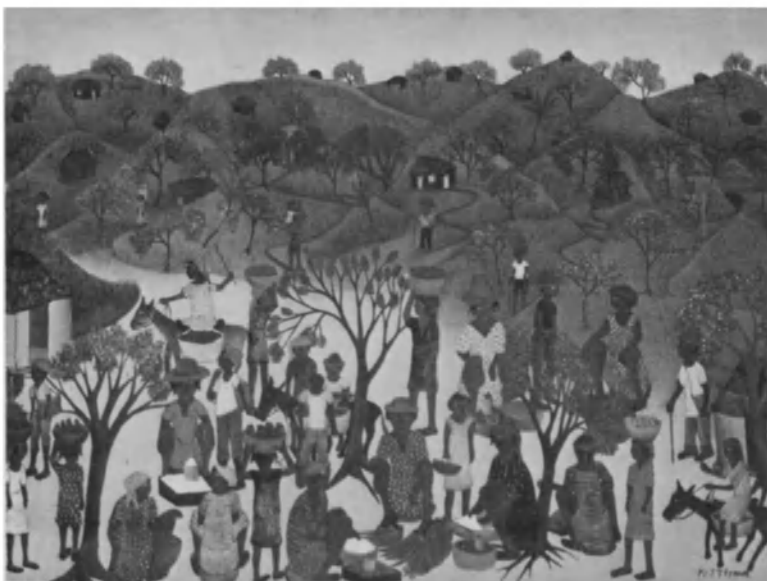


Photo © Editions Albert Skira, Genève



Habitation traditionnelle en adobe (brique séchée au soleil) dans le nord du Togo.

Paysans d'Afrique : peuple en marge ou en marche ?

par Jean-Marc Ela



Village de la région de Mbout, dans le sud de la Mauritanie.

Photo © Frobenius Institutes, Francfort-sur-le-M., R.F.A.

« **N**OUS savons que nous sommes des paysans, que les oiseaux ne volent pas tous à la même hauteur. Nous ne voulons pas être comme les riches de la ville. Nous voulons vivre mieux. »

On mesure toute la portée de cette confiance d'un vieillard de Piala, village perdu dans l'immensité sahélienne, quand on sait qu'en dépit d'une croissance urbaine, vertigineuse et anarchique, dont les conséquences sont souvent dramatiques, l'Afrique demeure massivement une Afrique des paysans. Il s'agit de tout un peuple dont l'information, généralement monopolisée par les partis au pouvoir, fait à peine écho, à moins d'y être contrainte par les catastrophes naturelles ou les pressions internationales.

Que sait-on, dans les grandes villes, en fait, des conditions de vie, des difficultés et des aspirations des millions d'Africains enfermés dans l'impuissance et le silence ? Dans cette Afrique-là où sévit la maladie des grandes capitales, les paysans constituent-ils ces marginaux auxquels ne sont promis, au bout de leur exode, que chômage et misère dans les bidonvilles qui prolifèrent ? Bref, les paysans africains sont-ils un peuple en marge ou en marche ?

Certes, les situations sont diverses d'un pays à l'autre, compte tenu de la variété des climats, du niveau d'évolution, ou des régimes politiques. Pourtant, une constatation s'impose à l'observation : il n'est pas évident que le sort des paysans d'Afrique ait été sensiblement amélioré par l'avènement des nouveaux Etats. Pour un grand nombre d'hommes et de femmes, peut-être la situation est-elle pire qu'avant. Que *Les Soleils de l'indépendance* ne brillent pas pour les gens de la brousse, c'est ce que ne cesse de répéter, d'une région à l'autre, la parole muette qui vient d'*en bas*, là où, dans les villages, des paysans ont conscience de vivre en véritables parias sur leur propre terre.

Le malaise paysan est frappant dans les pays où tout le développement se concentre dans une seule grande ville. La métropole, lieu du pouvoir et de l'argent, ne cesse de croître, parmi les fastes des quartiers ultramodernes, au moment où la frustration du petit peuple suscite des amertumes, dans la mesure où le développement d'une élite repose sur la sur-exploitation du travail paysan. On imagine les perturbations sociales qu'entraîne l'irruption du capital en milieu rural dans ces pays qui apparaissent comme le paradis fiscal des investisseurs. Un grand nombre de paysans acculés à la « pauvreté absolue » sont obligés de s'engager comme manœuvres agricoles dans les rizières, les plantations de coton ou de canne à sucre. Bon nombre d'entre eux ont été dépossédés de leurs terres lors de la réalisation de ces grands projets agro-industriels.

On peut être surpris par l'état de dénuement où se trouvent les villages d'Afrique soumis depuis des générations à la monoculture du cacao, du café, du coton ou du thé. Tandis que les exportations augmentent, les paysans s'enfoncent dans la

Photo Chatillon © Rapho, Paris

JEAN-MARC ELA, prêtre et enseignant camerounais, est le promoteur d'un projet d'« Ecole sans murs » et d'une expérience d'alphabétisation chez les paysans kiridis, dans le nord de son pays. Membre de la Conférence internationale de sociologie des religions, il participe à de nombreux colloques et séminaires en Afrique et dans le monde. Il est notamment l'auteur de *Le cri de l'homme africain* (1980) et *L'Afrique des villages* (1982).

misère et la famine. Au Rwanda, un article de la revue *Dialogue* rappelle que les paysans sont victimes d'une forme d'exploitation par le biais de cultures industrielles destinées à l'exportation. Ainsi, le thé apparaît comme une culture ruineuse dont les « villageois » subissent les principales conséquences.

Il n'est pas nécessaire d'insister ici sur la dictature de l'arachide au Sénégal ou du coton au Tchad. La prétendue « modernisation » de l'agriculture n'aboutit qu'à un dénigrement méthodique des systèmes de culture paysans, conduisant à une sorte d'incohérence construite, celle qui encourage les cultures d'exportation, au détriment des cultures vivrières, aggravant ainsi les inégalités entre les pays industrialisés et l'Afrique.

Comme l'observe Philippe Hugon, « l'inégalité croissante de la répartition des revenus se manifeste par un appauvrissement des masses rurales... Un groupe de privilégiés touche un revenu plus de cent fois supérieur à celui des masses rurales... Le paysan a un revenu annuel qui demeure constant alors même qu'il finance toujours davantage les dépenses de l'Etat. L'évolution conduit à une paupérisation de la masse rurale ».

Relevons, à cet égard, le témoignage de jeunes Camerounais ayant participé à un camp parmi les paysans de la région de Yoko, à une centaine de kilomètres de la capitale. Ce qui retient d'abord l'attention, ce sont les blocages d'une agriculture dépendante qui se révèle incapable de répondre aux besoins d'une alimentation équilibrée et d'un habitat salubre. « J'ai demandé ce qu'ils cultivaient. Ils ont dit que leurs principales cultures étaient le manioc, les concombres, l'arachide et le maïs. Ils disent que le cacao et le café ne "leur donnent pas à manger" ». Un autre étudiant

note : « Ils vont très tôt aux champs pour ne rentrer que le soir ». Or, « parfois, les paysans vont au travail sans manger. Pendant tout le temps passé dans ce village, nous n'avons pas eu de petit déjeuner. C'est ça qui a manqué, car, comme les paysans, on allait le matin au travail étant affamé ». Cette note de famine décrit parfaitement la réalité paysanne dans ces régions où, par ailleurs, les conditions de santé sont déplorables.

Cette difficulté de survivre dans les régions sans espoir est une révélation pour ceux qui ignorent la vie de brousse. D'où les réflexions des étudiants venus de la ville : « Cette expérience me permet de découvrir les vraies réalités ». Selon un autre avis, « nous découvrons les peuples cachés dont on ne parle pas dans les bouquins de l'école ». Ce soupçon porté sur le savoir scolaire n'épargne pas l'ensemble des moyens d'information, comme les bilans mystificateurs : « Enfin, nous découvrons ensemble les vraies réalités du pays, celles que cachent les discours et les mensonges des mass media ».

Telle est cette Afrique réelle, qui se confond avec celle des villages exposés aux effets pervers des modèles de développement engagés sur des chemins qui ne mènent nulle part. La « déraison du mimétisme » dénoncé par Albert Tévoédjéré a introduit parmi les élites urbaines des besoins et des désirs liés à un mode de vie à l'occidentale. Ces besoins se paient et exigent des devises qui imposent la culture de l'impôt dont les ressources profitent à un club de nantis. En s'intégrant dans le système monétaire, les paysans s'engagent dans la voie de la prolétarianisation, pour le bénéfice d'un petit nombre de privilégiés. Au moment où les nations nanties ne cessent de tirer la corde qui étrangle l'Afrique, peut-être les paysans noirs constituent-ils

les véritables oubliés de la terre dont l'avenir est un défi pour tous ceux qui sont en quête d'un monde plus juste et plus humain.

Après le désenchantement des dernières décennies de l'indépendance, de nombreux paysans tendent à penser que les changements de leur vie ne viendront pas nécessairement d'en haut. L'avenir se cherche vers des terrains d'expérimentation d'autres choix, à partir des actions pertinentes où les groupes deviennent acteurs de changement dans leur milieu. Nous avons pu mesurer l'importance de ces exigences dans une région où se pose, avec acuité, le problème de la terre, de l'eau et du mil : parmi les paysans du Nord-Cameroun.

Pour des populations en quête d'espace vital, les pièges de l'animation rurale apparaissent lorsque des paysans ne sont pas assurés de conserver des champs qu'ils louent chaque année à des notables traditionnels. Comment appliquer les nouvelles méthodes culturales si l'on risque, à tout moment, d'être dépossédé de la terre par des fonctionnaires qui, en se lançant dans la « Révolution verte », ont tendance à confisquer les superficies cultivables ? Permettre aux paysans de se mettre en marche, c'est d'abord susciter des groupes d'hommes capables de sortir des impasses. Dans les régions menacées par la pénurie alimentaire, cela peut commencer par la prise en compte des problèmes fonciers qui conditionnent l'intégration des jeunes en milieu rural, la santé des populations et l'éducation des enfants, l'équilibre de la famille elle-même et les problèmes de nutrition.

Un tel projet suppose l'interrogation mutuelle des secteurs d'intervention où les agents de développement opèrent souvent en vase clos, s'enfermant chacun dans sa « spécialité », sans tenir compte des solidarités essentielles. Dans la mesure où il ne ►

Grenier à mil dogon, près de la falaise de Bandiagara, au Mali.

Photo © Yvette Vincent Alleaume, Paris





Photo A. Tessere, Unesco

Grand panier servant à stocker le grain, dans la région de Banfora, en Haute-Volta.

► sert à rien d'apprendre à mieux cultiver si l'on est dépourvu de terre ou si l'on n'est pas maître de ses produits, amener les paysans à poser leurs problèmes essentiels et à y trouver des réponses, à décider des actions à entreprendre, est une activité capitale. Pour des paysans abandonnés à l'ignorance par un système scolaire élitiste, une expérience d'alphabétisation conscientisante à partir de l'oralité africaine apporte des outils de réflexion et les moyens de sortir des situations de captivité. On peut ainsi apprendre à lire et à écrire en assumant les problèmes de la famille, de la santé ou de la nutrition. En même temps, l'apprentissage de la lecture permet d'affronter les marchés de coton où les paysans illettrés se font voler par les peseurs et les acheteurs.

Ce qui se cherche à travers ces démarches, c'est, en définitive, une pratique de développement où le grenier à mil retrouve sa place dans la vie familiale, en conflit avec un modèle d'agriculture extravertie qui conduit à la famine et à la marginalisation du monde paysan. Dans les villages dominés par la culture du coton, polariser les agriculteurs sur le grenier à mil, c'est répondre à une exigence fondamentale : « Manger d'abord », non seulement pour ne pas mourir de faim, mais aussi pour résister à la spéculation dont les paysans sont victimes pendant les périodes de soudure où les produits vivriers, achetés à bas prix à la récolte, sont revendus très cher par des commerçants frauduleux.

En Afrique, où les femmes paysannes travaillent parfois jusqu'à la veille des accouchements, compte tenu des horaires surchargés qui ne leur laissent que peu de temps pour le repos et les loisirs, tout ce qui permet à la femme de prendre la parole sur

les problèmes de la vie du village se trouve intégré à un projet global de transformation des conditions de vie.

Il faut que les femmes puissent s'exprimer sur l'usage des récoltes et l'utilisation de l'argent, en même temps qu'elles ne peuvent rester indifférentes devant l'irruption du capital dans la vie rurale par le développement des cultures d'exportation qui aggravent les problèmes alimentaires dans une région où la majorité des enfants souffrent de malnutrition. Dès lors, les femmes qui portent la responsabilité de la santé des enfants sont invitées à se prononcer sur la question des terres où le coton chasse le mil. En définitive, ce sont toutes les forces sociales du village qui doivent participer à un projet d'alternance cohérent. Aussi, les efforts se concentrent-ils sur les jeunes scolaires.

A travers des rencontres de réflexion et d'échange, ceux-ci apprennent peu à peu à devenir « les yeux du village » et à intervenir pour la défense des paysans. « Faire comprendre aux gens l'utilité de l'hygiène » ; « conseiller les mamans de bien nourrir les enfants » ; « diversifier l'alimentation » ; ou « apprendre aux gens comment avoir de l'eau potable » ; « informer les parents sur les problèmes du pays » ; « les jeunes doivent être le bouclier des paysans sur les marchés de coton » : telles sont quelques-unes des responsabilités que des jeunes découvrent dans un camp de réflexion sur la solidarité des élèves et des paysans.

Le projet d'une « Ecole sans murs », c'est ce souci de ré-examiner le contenu des programmes en prenant en compte les questions du village où l'enfant peut être facteur

de changement. Malgré les contraintes institutionnelles (horaires, examens), il s'agit d'utiliser des espaces de liberté pour ouvrir l'école aux familles et aux communautés de village de telle manière que les maîtres eux-mêmes, après une initiation préalable aux réalités socio-économiques, soient en mesure de devenir des éveilleurs de conscience de leur milieu.

L'animation des villages doit être repensée pour s'articuler aux problèmes scolaires. Car, comme dit un paysan de Tokombéré, « un village sans école est un village d'esclaves ». Tout le problème qui se pose ici, c'est celui d'un véritable mouvement paysan qui a besoin d'un certain nombre d'outils nécessaires pour se libérer des contraintes diverses qui bloquent sa marche en avant. Comment rendre aux villages le pouvoir que les « professionnels » du développement ont tendance à confisquer ?

Bien entendu, des difficultés ne manquent pas dans ce coude à coude avec les ruraux prolétariés. La sacralisation des pouvoirs coutumiers ou administratifs peut paralyser toutes les innovations dans les villages où la peur du « Chef » est un véritable frein au développement endogène. Que faire là où les autorités traditionnelles réclament des impôts en période de soudure, contraignant ainsi des populations faméliques à s'endetter ou à vendre leurs maigres réserves alimentaires ? D'une façon générale, dans une Afrique bâillonnée, comment promouvoir un autre développement dans une situation où le « développement rural » n'a pas cessé d'être la traduction d'une réalité brutale et inavouée : la sur-



Photo © Claude Sauvageot, Paris

Fétiches protecteurs placés près d'un grenier en terre sèche, en Haute-Volta.

exploitation des paysans au profit de quelques intérêts privés ?

Certes, aujourd'hui, les méthodes ne sont plus tout à fait les mêmes et les rapports de force ont changé d'apparence. A cet égard, les résistances paysannes de l'Afrique colonisée ont fait apparaître une dynamique communautaire insoupçonnée dans un continent soumis, depuis des siècles, à une exploitation violente.

A travers l'ensemble du continent, des groupements populaires se forment et deviennent le lieu privilégié où, à travers des luttes paysannes, s'opère une sorte de « révolution sans tam-tams » qui conditionne les transformations des conditions de santé et de l'habitat, l'organisation de la production agricole, la promotion de la femme, la nutrition et la gestion des affaires communautaires, la relation entre les jeunes et les anciens, et, en définitive, la défense des droits des paysans.

Pour rompre le cercle du développement dans la dépendance qui conduit au développement de la dépendance, on ne peut éviter de redonner aux paysans leur pouvoir créateur en faisant des communautés de village la matrice d'une nouvelle société à construire. Le recours à des associations villageoises paraît ici indispensable, à condition de ne pas oublier que la tradition africaine n'est pas à l'abri de contradictions et de l'affrontement des intérêts.

L'expérience montre que beaucoup de groupements ruraux sont morts de leurs propres contradictions. Le retour à ce qu'on appelle l'esprit communautaire pré-colonial, considéré comme solution miracle, peut nourrir des illusions dangereuses, en masquant non seulement les inégalités et les conflits inhérents à toute réalité sociale, mais aussi les différentes formes de domination et de confiscation du pouvoir au profit d'une minorité privilégiée.

La marche en avant des collectivités paysannes n'est pas automatique. Elle nécessite une recherche continue et une réflexion permanente sur le devenir des communautés locales dont les intérêts ne sont pas nécessairement ceux de l'environnement régional, national ou international. Une remise en cause pratique de la reprise du modèle de développement à l'occidentale implique un affrontement avec les pouvoirs centralisés et les forces d'argent. Ainsi, une nouvelle manière d'être au monde se cherche dans les luttes des paysans et dans leur capacité à s'organiser.

En Afrique, tant que les paysans ne parleront pas, l'humanité se trouvera réduite d'une part essentielle d'elle-même. Le changement qui s'impose doit donc être rythmé par des petits pas de libération. Nous sommes sur une longue route, vers la destruction de la misère et l'émergence d'un homme africain délivré des formes renouvelées de l'exploitation coloniale. Comment ne pas méditer les paroles d'un vieux sage d'Afrique :

« Ne croyez surtout pas, dit Hampaté Ba, que la tâche est trop vaste et nos efforts dérisoires. Il n'y a pas d'effort inutile : souvenez-vous qu'au départ la graine de baobab n'est pas plus grosse qu'une graine de café. Et pourtant, il en sort un arbre puissant et majestueux dont l'ombrage est bienfaisant à tous. »

Jean-Marc Ela

Mon village s'appelle Nanpur

par Prafulla Mohanti

MON village s'appelle Nanpur. C'est l'un des 500 000 villages de l'Inde. Situé au bord de la rivière Birupa dans le district de Cuttack (État d'Orissa), il fait partie d'un groupe de villages disséminés autour du marché de Balichandrapur, situé à trois kilomètres, et où se trouvent également la banque, le commissariat de police et la poste. Le village est relié par la route à Cuttack, le centre commercial de l'État d'Orissa, situé à 50 kilomètres au sud-ouest.

Nanpur compte environ 3 000 habitants répartis en six hameaux séparés par des

champs de manguiers et des rizières et dont chacun est réservé à une caste différente. Le système des castes est très important car il détermine le statut de l'individu dans la communauté villageoise et le métier qu'il est appelé à exercer. L'appartenance à une caste est fixée par la naissance et ne peut être modifiée.

Au départ, il existait quatre castes différentes : celle des Brahmanes ou prêtres, celle des Kshatriyas ou guerriers, celle des Vaishyas ou commerçants et celles des Sudras, la caste des serviteurs. Mais, avec le temps, de nombreuses subdivisions sont intervenues qui correspondent aux différents métiers. On distingue aujourd'hui les Brahmanes, les Karans ou administrateurs, les agriculteurs, les barbiers, les astrologues et les Harijans que l'on appelait auparavant les Intouchables. La plupart des villageois appartiennent à la caste des agriculteurs et des artisans. Chaque type d'artisanat correspond à une caste et l'ensemble constitue la communauté villageoise. ▶

PRAFULLA MOHANTI est né et a grandi à Nanpur, le village indien qu'il décrit dans son article. Après avoir obtenu une bourse pour étudier l'architecture à Bombay, il est allé travailler en Angleterre comme architecte en 1960. Il se consacre aujourd'hui à la peinture et à la littérature. Nanpur lui a inspiré un livre, *My Village, My Life (Mon village, ma vie)*, traduit en japonais, norvégien et danois, et un film.

Photo © Claude Sauvageot, Paris



Le riz est la ressource alimentaire la plus importante de ce village indien traditionnel du Pendjab. Au premier plan, un zébu, espèce courante dans cette région. Les hindous considèrent cette vache à bosse comme sacrée.

► Les villageois de Nanpur sont des Hindouistes pratiquants qui vénèrent la divinité et ses nombreux avatars. Pour eux, Dieu est partout, dans un homme, dans un arbre, dans une pierre. Arjun Satpathi, le Brahmane du village, dit que Dieu est lumière et énergie, un peu comme le courant électrique. Il ne fait quant à lui aucune différence entre le Dieu des Hindous, celui des Musulmans et celui des Chrétiens — il n'y a que le nom qui change.

Chaque village est placé sous le signe d'une divinité locale. A Nanpur, c'est une statue de pierre en forme de lingam consacrée à Shiva. Son nom : Mahlia Buddha. Elle est placée à l'abri de l'arbre tutélaire du village. Son entretien revient de droit à Kanhai Barik, le barbier du village. Chaque jour, avant d'ouvrir sa boutique, il lave la statue, la décore de peinture vermillon et de fleurs et dispose autour d'elle la nourriture offerte par les villageois. Il place également devant l'autel des animaux en terre que la divinité est censée chevaucher la nuit pour monter la garde tout autour du village. La statue de Mahlia Buddha fut offerte au village par l'arrière-arrière-grand-mère du barbier ; c'est pourquoi seule sa famille a le droit d'en prendre soin. Dans les temps anciens, on attribuait à Mahlia Buddha des pouvoirs particuliers pour guérir la petite vérole et le choléra. Aujourd'hui que la médecine moderne permet de lutter contre les épidémies, le pouvoir de la divinité n'en est pas diminué pour autant. En effet, ses adorateurs continuent à lui attribuer tous les pouvoirs, estimant que c'est grâce à elle que les médicaments modernes sont efficaces.

Les différentes fêtes religieuses, qui se succèdent presque chaque mois, sont l'occasion de grandes réjouissances. La plus populaire est la fête du printemps ou Holi, lorsque les gens se lancent de la poudre colorée et de l'eau pour exprimer leur amour. Pendant que le coucou chante dans les manguiers en fleurs, la procession des villageois promène sur un palanquin la statue de Gopinath (Krishna) autour du village, escortée de musiciens.

Nous n'avons pas la télévision, mais certains villageois ont des postes de radio. On aime beaucoup la musique de film. A la saison sèche, le village reçoit la visite de charmeurs de serpents, acrobates, marionnettistes et chanteurs ambulants : leur arrivée suscite une joie intense parmi les enfants.

Chaque villageois possède son jatak (horoscope), qui est en même temps son certificat de naissance, calligraphié sur une feuille de palmier par Dharani Naik, l'astrologue du village que l'on consulte à propos de tout et de rien, par exemple pour savoir si les planètes sont favorables et si le moment est propice pour entreprendre un voyage. Il existe chez nous un proverbe qui dit « Où que vous alliez, le mardi soir et le mercredi matin la chance vous sourira ».

La croyance au karma (destin) et au cycle des réincarnations aide les gens à accepter leur sort, comme le montre l'exemple de Padan, le nain du village, très aimé de ses concitoyens en dépit de son handicap. Agé de 27 ans, il tient une échoppe de thé sur la place du marché et vient d'épouser une naine originaire d'un lointain village. Padan est persuadé que son nanisme est la

punition d'actes commis au cours d'une vie antérieure.

Les murs des maisons sont en terre séchée et leurs toitures en chaume, avec une cour intérieure privée où l'on peut trouver l'ombre. Chaque maison possède un autel avec un plant de tulashi (basilic sacré). Cette plante a des propriétés médicinales tellement nombreuses qu'on l'adore comme une divinité.

A l'occasion des fêtes et des cérémonies, les villageois décorent les murs et les planchers de leurs habitations de motifs en pâte de riz. Le motif le plus courant est le lotus. Lors du festival de la moisson, pour accueillir Lakshmi, la Déesse de l'abondance, on le reproduit avec des empreintes de pied stylisées.

Les mariages sont organisés par les parents ; les fiancés doivent appartenir à la même caste. On montre leurs horoscopes à l'astrologue qui se livre à des calculs pour déterminer si les deux destins sont compatibles ou non. Le père de la mariée doit donner une dot, bien que cette pratique soit interdite par la loi. Les filles doivent arriver vierges au mariage.

A Nanpur, le rôle de la femme s'identifie

à celui de mère. Il n'y a pas de foyer digne de ce nom sans enfants. Les gens vivent à plusieurs familles dans la même maison et les liens familiaux sont très forts. La femme est responsable du bien-être familial. Si elle remplit tous ses devoirs et apporte la prospérité, on la compare à la Déesse bienfaitrice Lakshmi. Cependant, si elle détruit l'unité du foyer, on l'identifie à Kali, Déesse de la destruction. Mais la femme n'a pas rempli tout à fait son devoir tant qu'elle n'a pas donné naissance à un fils, indispensable pour que la famille se perpétue.

Les femmes de Nanpur rendent un culte à la divinité hindo-musulmane Satyapir, pour lui demander de concevoir des enfants mâles. Le nom même de cette divinité est hybride, puisqu'il est formé du mot hindou Satya, « vérité », et du mot islamique « pir », qui signifie « prophète ». Satyapir est né de la volonté délibérée de réconcilier les deux communautés grâce à la religion. Il existe une large communauté musulmane à 3 kilomètres de Nanpur et, dans un village situé sur l'autre rive du fleuve, une famille musulmane vit complètement isolée au milieu de brahmanes. Mais les tensions entre Hindouistes et Musulmans qu'on a pu observer dans d'autres parties de l'Inde

Ces jeunes villageoises font partie des milliers de pèlerins qui affluent de la campagne environnante vers la foire annuelle, à caractère religieux, de Pushkar, ville, lac et lieu de pèlerinage de l'Etat du Rajasthan. Le temple principal et le lac sont consacrés au dieu Brahma.

Photo © Claude Sauvageot, Paris



n'ont pas trouvé d'échos dans notre région.

Une femme sans mari n'a pas de place dans la communauté villageoise. Les veuves ne sont pas autorisées à se remarier et sont condamnées à une vie très austère. A la mort du mari, sa veuve doit briser ses bracelets de verre et effacer le point vermillon qu'elle porte sur le front. Elle se trouve très isolée en raison de l'attitude des autres femmes. Les veuves sont tenues à l'écart des cérémonies propitiatoires car l'on craint qu'elles n'apportent le malheur.

On a beaucoup de respect pour l'éducation. Dès l'âge de 4 ans, les enfants vont à l'école ou, plus précisément, au chatshali, le jardin d'enfants, organisé par un villageois sur sa véranda. Je me rappelle mon premier jour au jardin d'enfants. J'ai présenté un plat qui contenait du riz, une noix de coco et de l'argent à l'instituteur qui me donna sa bénédiction en effleurant mes mains tendues avec sa canne. Il me prit ensuite par la main et m'aida à tracer à la craie sur le sol les trois cercles qui symbolisent la trinité hindoue de Brahma, le créateur, Vishnu, le préservateur, et Maheswar, le destructeur. L'écriture Oriya étant curviligne, ces exercices facilitent l'apprentissage de l'écriture. Par ailleurs, les enfants écoutent des apologues destinés à leur former le caractère et à faire d'eux des êtres bons, nobles et hospitaliers.

Lorsque j'étais enfant, il n'y avait pas d'école primaire à Nanpur et je devais marcher pendant près de deux kilomètres pour me rendre au village voisin de Kusupur. Aujourd'hui, les villageois ont bâti une école de leur propre initiative, sans aucune aide gouvernementale. Les cours commencent par une prière sur le thème de l'omniprésence de Dieu dans la nature. Les



Photo © Prafulla Mohanti, Nanpur, Inde

La place du marché à Nanpur.

enfants chantent « Pourquoi aurais-je peur de dire la vérité ? Même s'il m'en coûte la vie, je dois dire la vérité. O Dieu, enseigne-moi ceci car je n'ai besoin de rien d'autre. »

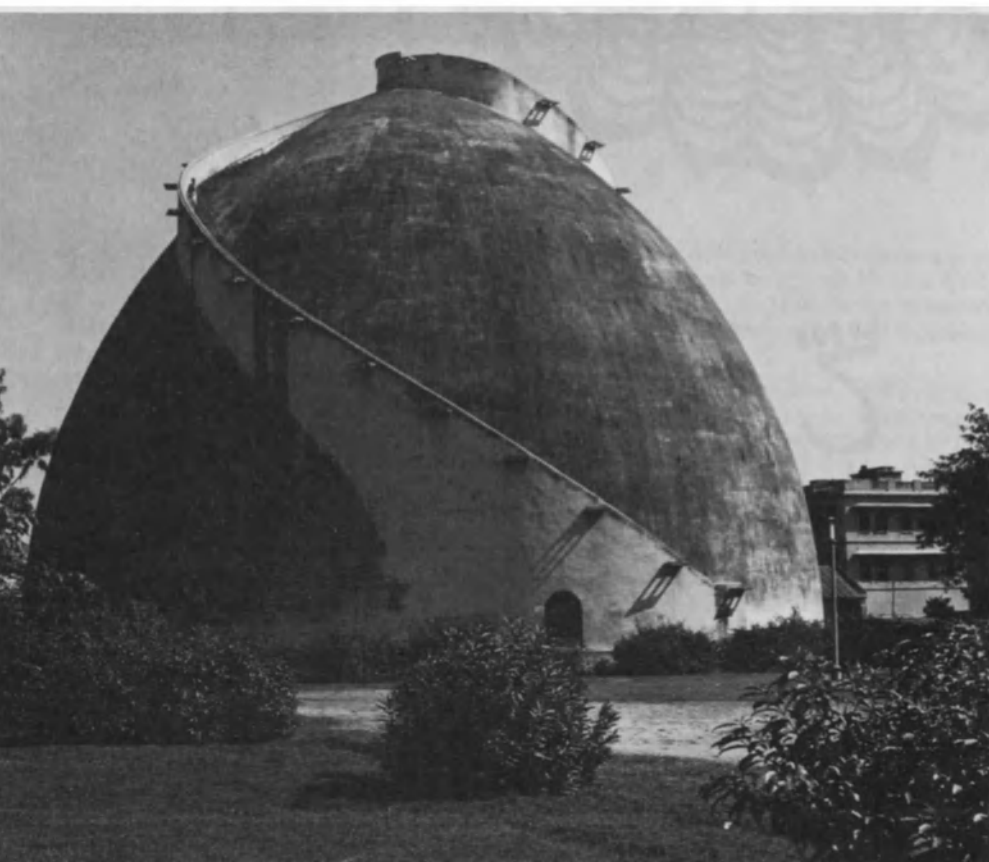
Les villageois ont également bâti à Kusupur une école secondaire à la construction

de laquelle ont participé les enfants. Un établissement privé vient de s'ouvrir à Balichandrapur.

La plupart des gens voient dans l'éducation le moyen d'obtenir un emploi de fonctionnaire qui leur permettra de travailler confortablement dans un bureau équipé d'un ventilateur. Cette mentalité remonte à l'époque de la souveraineté britannique. Il n'existe pas en Inde de système d'orientation des carrières ou de sécurité sociale. Je connais au village plusieurs jeunes gens qui ont fait des études supérieures, mais qui passent leur temps chez eux à ne rien faire et deviennent un poids mort pour leur famille.

La dignité du travail est une notion étrangère à notre mentalité: Les gens instruits considèrent que le travail manuel est dégradant. Un exemple typique à cet égard est celui de Rabi Jena, fils cadet d'un intouchable. Son père était un paysan sans terre qui a dû travailler dur comme fermier pour payer son éducation. Mais Rabi Jena échoua à l'examen final. Comme il cherchait désespérément un emploi, un ami le dirigea vers un club d'officiers du centre sidérurgique de Rourkela où il fut recruté comme assistant. A ce titre, on lui demandait parfois de laver la vaisselle ou de servir le thé, mais il refusa ce qu'il considérait comme une déchéance et préféra donner sa démission. Depuis, il cherche un autre travail. Mais le chômage sévit partout sévèrement.

La principale nourriture des villageois est le riz, que les plus pauvres mangent accompagné d'épinards et les plus aisés de lentilles, de légumes et de poisson pêché dans les rivières et étangs des environs. On sert parfois du chevreau mais très rarement. Quant à la viande de bœuf, il n'est pas question d'en manger, étant donné la vénération des



A côté de la masse arrondie de ce silo à grain, les immeubles voisins semblent minuscules (Etat de Bihar, dans le nord-est de l'Inde).

Photo © Claude Sauvageot, Paris

► **Hindous pour les bovins.** La vache est appelée « la mère », parce que les enfants boivent son lait, et le taureau, monture du seigneur Shiva, est lui aussi considéré comme sacré. C'est tout juste si l'on utilise les bœufs comme animaux de trait et pour labourer.

La principale culture est le riz paddy que l'on plante en juin juste avant la moisson et que l'on récolte quatre mois plus tard. La moisson se fait en novembre ; une moisson abondante est un sujet de réjouissance pour tout le village.

Il n'y a pas d'hôpital dans le village et le centre sanitaire le plus proche est situé à six kilomètres. Faute d'un service d'ambulance, les malades doivent être portés,

complètement isolé. Il fallait une journée entière pour se rendre à Cuttack, la ville la plus proche. Pour atteindre la gare, il fallait déjà faire 20 kilomètres à pied et traverser deux rivières par bac. Comme il n'y avait que deux trains par jour, si l'on en ratait un, il fallait attendre une demi-journée pour prendre le suivant. En 1968, on a tracé une route carrossable qui traverse le village pour transporter le minerai de fer jusqu'au port de Paradip, à une centaine de kilomètres de là. Pour la première fois, il était facile de voyager et le village était relié au monde extérieur. Mais la route a apporté avec elle le bruit et la pollution. Je m'étonne d'ailleurs que les villageois s'y soient si vite adaptés. Lorsque j'étais enfant, c'était le

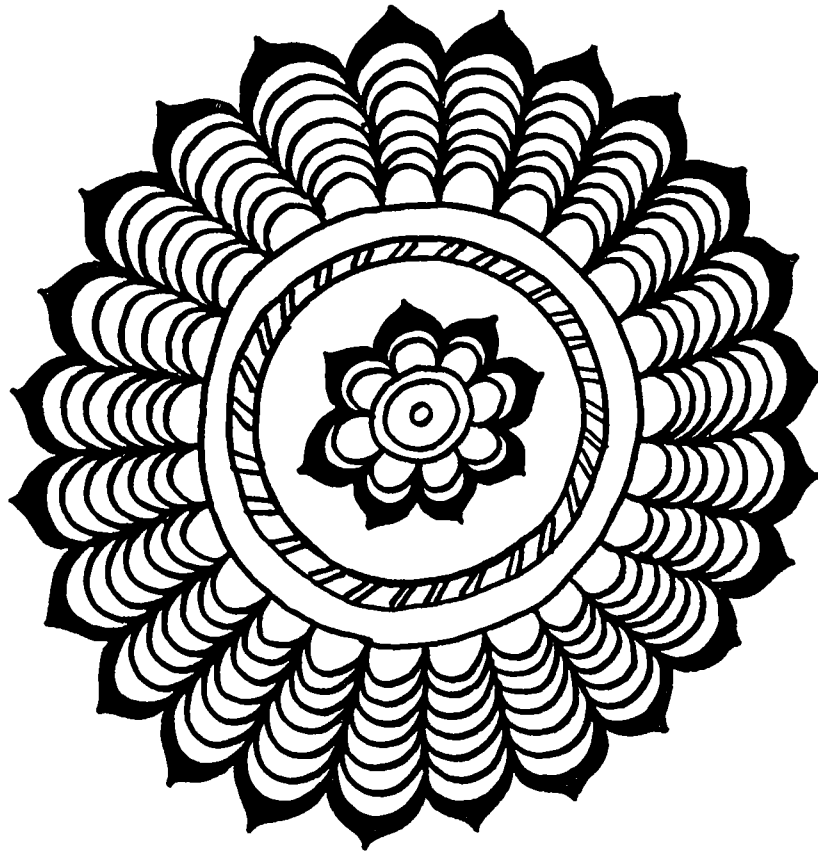
trois ont été défigurés par la petite vérole, cinq filles ont quitté le village pour se marier et six garçons sont partis travailler en ville. Sur les trois qui sont restés au village, deux sont devenus fermiers et le troisième est chômeur.

J'aurais voulu devenir médecin pour aider mes concitoyens mais cela n'a pas été possible. En revanche, j'ai eu la chance d'obtenir une bourse pour aller étudier l'architecture à Bombay et cela a changé ma vie.

Le village aussi a changé. Il y a l'électricité, et l'on n'est plus désarmé face aux épidémies, mais il n'existe pas encore de système satisfaisant d'alimentation en eau courante ou de sanitaires. En revanche,

Le symbole du lotus avec des empreintes de pied stylisées. A l'époque de la récolte, les villageois de Nanpur, dans l'Inde orientale, peignent de tels motifs pour souhaiter la bienvenue à Lakshmi, la déesse de l'abondance.

Dessin © Prafulla Mohanti, Nanpur, Inde



quelle que soit leur condition. Les consultations sont gratuites, mais il faut payer les médicaments, qui coûtent cher. Les gens acceptent mal de devoir passer une demi-journée à obtenir un simple morceau de papier, l'ordonnance.

En général, les jeunes médecins répugnent à s'installer à la campagne, parce que les villageois sont pauvres, mais Basant Jena fait exception à la règle. Originaire de Nanpur, il a ouvert un service chirurgical à Balichandrapur dès qu'il a obtenu son diplôme. Mais il est dépassé par l'ampleur de sa tâche. Il a beau traiter chaque jour des centaines de patients, il se sent démuné car la plupart des maladies sont dues à la pauvreté contre laquelle la médecine est impuissante.

De nombreux villageois s'adressent à des charlatans qui recourent à un mélange de médecine moderne, d'homéopathie et des plantes médicinales. Il suffit d'un minimum de connaissances pour exercer la médecine et l'on peut se procurer les médicaments pharmaceutiques sans ordonnance.

Lorsque j'étais enfant, Nanpur était



silence, interrompu de temps en temps par l'aboiement d'un chien ou le hurlement d'un chacal pendant la nuit. A part cela, le seul bruit était le martèlement rythmique du pilonnage du riz, qui me perturbait lorsque je préparais mes examens de fin d'études. J'en touchai un mot à ma mère, et l'on cessa de piler le riz chez nos voisins pour que je puisse me concentrer sur mon travail.

Sur les vingt enfants de ma classe, deux sont morts du choléra et un de la typhoïde,

l'éducation a contribué à démanteler le système des castes. C'est ainsi que le député de notre circonscription est un Harijan. Le nombre des enfants par famille s'est accru, mais la production alimentaire n'a pas suivi le même rythme. Chaque année, les inondations, la période de sécheresse et les cyclones viennent apporter leur lot de souffrances et de privations. Cette année, les trois fléaux se sont succédé, et des gens encore souriants l'année passée sont devenus de véritables squelettes.

Pourtant, en dépit de la pauvreté et des souffrances, on sent chez tous la ferme volonté de survivre. Les villageois ne perdent pas leur dignité naturelle. Même s'ils ont le sentiment d'appartenir à la nature, ils savent qu'elle est plus forte qu'eux. Cette acceptation est une forme de paix.

Je ne quitte jamais mon village sans la volonté d'y retourner, pour tout ce qu'il représente d'amour, de beauté et de simplicité, mais je me demande souvent aussi ce qu'il va devenir.

Prafulla Mohanti



Des épis de maïs sèchent au soleil, à Kunming, dans la province chinoise du Yunnan. Le maïs, dans le sud-ouest de la Chine, est une culture importante pratiquée sur des terrains secs et sans terrasses.

La Chine profonde

par Ma Shiyu

PAYS immense (plus de 9 millions et demi de km²) aux ressources humaines considérables, la Chine a une longue tradition d'exploitation intensive du sol. Sur plus d'un milliard de Chinois, plus de 800 millions vivent de la terre : cette abondance de main-d'œuvre explique que la mécanisation de l'agriculture s'effectue à un rythme mesuré.

Ces dernières années, toutefois, ont vu surgir des tendances nouvelles. Le changement de politique agricole intervenu à partir de 1979 s'est traduit par une modernisation de l'ensemble du secteur fondée sur le développement diversifié non seulement de l'agriculture proprement dite, de l'élevage et de la pêche, mais aussi d'activités annexes telle que la production de briques, de bouteilles et de vêtements à bon marché qui fournissent du travail à quelque 30 millions de ruraux.

L'innovation la plus importante est sans doute l'introduction du « système de responsabilité » qui s'est traduit par un gain

MA SHIYU, de Chine, est un collaborateur du journal « China Daily ».

remarquable de la productivité des exploitations, même dans les régions les plus arriérées à cet égard : les trois dernières années ont été marquées par des récoltes exceptionnelles.

Avec l'ancien système, les paysans n'étaient jamais satisfaits de la méthode de répartition des bénéfices, estimant que leur peine n'était pas payée à son juste prix — d'où une stagnation, voire une baisse de la productivité.

Avec le nouveau « système de responsabilité », chaque foyer rural s'engage à cultiver une parcelle de terre et à livrer à l'État ou à la commune une partie de la récolte fixée à l'avance, l'excédent restant sa propriété. Autrement dit, chaque foyer d'agriculteurs peut aménager son temps de travail à sa guise et assume l'entière responsabilité des profits et pertes, sans que la terre et les moyens de production cessent pour autant d'appartenir à la collectivité.

Le nouveau système est déjà en pleine évolution. Il s'est créé des coopératives qui se spécialisent dans telle ou telle activité comme l'élevage des canards ou la piscicul-

ture, le raffinage du sucre ou les transports.

Jamais la masse des paysans chinois n'avait eu autant d'argent à sa disposition. Aujourd'hui, on estime que plus de 60 % de la masse monétaire en circulation se trouve dans les campagnes. A la fin de 1982, l'ensemble des dépôts bancaires des familles paysannes s'élevait à 28,2 milliards de yuan (15,2 milliards de dollars des États-Unis) soit plus de 30 yuan par personne en moyenne. A cela s'ajoutent les 32,3 milliards de yuan placés en dépôt par les fermes collectives, les usines et entreprises rurales. En tout, les réserves des banques rurales sont ainsi passées de 25 milliards de yuan à 60,5 milliards en cinq ans !

D'après les premières estimations du Bureau officiel des statistiques, la masse des revenus monétaires de la paysannerie a augmenté en moyenne de 19,4 milliards de yuan par an entre 1979 et 1982, ce qui représente près de sept fois la moyenne annuelle des vingt-six années précédentes, de 1952 à 1978.

Une enquête portant sur 18 000 foyers d'agriculteurs de 26 provinces, municipali- ▶

► tés et régions autonomes, a montré que le pourcentage des familles ayant un revenu annuel supérieur à 300 yuan par personne, est passé de 2,4 % en 1978 à 22,6 % en 1981, les ménages les plus aisés étant ceux qui se spécialisent dans une activité, par exemple, la production de poulets ou de canards, la pisciculture, l'agriculture, ou encore l'horticulture. La proportion des familles pauvres gagnant moins de 100 yuan par personne et par an est tombée de 33,3 % en 1978 à 4,7 % en 1981.

En 1982, les paysans chinois ont consacré 148 milliards de yuan à l'achat de biens de consommation et d'équipement, soit 11,8 % de plus qu'en 1981 et 82,6 % de plus qu'en 1978.

L'augmentation du pouvoir d'achat des masses paysannes entraîne un accroissement de la demande de produits manufacturés, la priorité étant accordée aux instruments aratoires et autres facteurs de production, puis aux matériaux de construction et d'entretien des logements, les biens de consommation venant en troisième position.

Le nouveau « système de responsabilité » a contribué à modifier les modalités de la mécanisation de l'agriculture. On constate une diminution de la demande d'équipement lourd au profit d'un matériel agricole semi-mécanisé et de taille plus réduite : petits tracteurs d'une puissance allant de 3 à 8 CV, pompes, faucheuses-essoreuses, brouettes, etc. Ces machines et ce matériel plus légers présentent le double avantage d'être meilleur marché et d'un entretien plus facile tout en étant mieux adaptés qu'un équipement plus lourd à la diversité des sols et des climats de l'immense Chine et à l'actuel niveau technologique, économique et culturel de sa population rurale.

Les paysans chinois mangent moins de céréales secondaires et plus de blé et de riz que par le passé, ce qui montre clairement une amélioration de leur niveau de vie. Les statistiques officielles indiquent que la consommation céréalière atteignait, en 1981, 256 kg par personne, le riz et le blé représentant 67 % du total (contre 49 % en

1978), le reste se composant de maïs, sorgho, mil et autres céréales secondaires.

La même enquête montre que la consommation de protéines des foyers ruraux est également en augmentation, puisqu'elle atteignait, en 1981, 66,82 grammes en moyenne par jour et par personne, soit 4 % de plus qu'en 1978. On consomme en moyenne plus de viande de porc, d'huiles, de volailles, d'œufs et de poissons. De nombreuses familles paysannes ont même entrepris d'élever des canards et des poulets pour les vendre ou pour leur consommation personnelle.

La vie est moins chère à la campagne qu'en ville. La plupart des familles rurales sont propriétaires de leur maison et n'ont donc pas de loyer à payer ; si l'on ajoute qu'elles produisent pratiquement tous les légumes, toute la viande et la volaille dont elles ont besoin pour leur consommation, on peut considérer qu'une famille de paysans ayant un revenu de 200 yuan par an et par personne est relativement aisée.

Ma Shiyu

UTILISATION DES TERRES 1000 ha

	1969-71	1974	1977	1980
Monde				
Superficie des terres	13 075 454	13 075 355	13 075 282	13 075 248
Terres arables	1 326 023	1 338 577	1 347 931	1 358 431
Cultures permanentes	87 418	91 014	92 982	93 784
Afrique				
Superficie des terres	2 966 531	2 966 487	2 966 447	2 966 447
Terres arables	153 332	157 557	161 722	163 159
Cultures permanentes	15 949	16 789	17 694	18 005
Amérique du N. et centrale				
Superficie des terres	2 135 594	2 135 594	2 135 581	2 135 581
Terres arables	261 387	260 739	262 146	264 999
Cultures permanentes	5 712	6 099	6 268	6 369
Amérique du Sud				
Superficie des terres	1 753 440	1 753 440	1 753 454	1 753 454
Terres arables	90 665	96 749	101 002	103 095
Cultures permanentes	21 063	21 870	22 434	22 646
Asie				
Superficie des terres	2 676 958	2 676 922	2 676 891	2 676 872
Terres arables	419 225	424 941	426 642	428 405
Cultures permanentes	24 524	25 800	26 143	26 617
Europe				
Superficie des terres	472 825	472 806	472 803	472 788
Terres arables	131 173	127 929	127 047	126 647
Cultures permanentes	14 318	14 591	14 574	14 302
Océanie				
Superficie des terres	842 906	842 906	842 906	842 906
Terres arables	42 273	42 862	41 872	45 026
Cultures permanentes	945	961	965	979
URSS				
Superficie des terres	2 227 200	2 227 200	2 227 200	2 227 200
Terres arables	227 967	227 800	227 500	227 100
Cultures permanentes	4 908	4 904	4 904	4 866

Source : *Annuaire FAO de la production* (1981)

Terres arables : terres affectées aux cultures temporaires, aux prairies temporaires, aux jardins maraîchers ou potagers et aux terres en jachères temporaires ou incultes.

Cultures permanentes : terres consacrées à des cultures qui occupent le terrain pendant de longues périodes et ne doivent pas être replantées après chaque récolte, comme le cacao, le café et le caoutchouc. Cette rubrique comprend les superficies couvertes d'arbustes, d'arbres fruitiers et de vignes, mais non les terres plantées en arbres destinés à la production de bois ou de grumes.



Plante cultivée depuis des temps très anciens pour l'huile qu'on retire de sa graine, le sésame est une des nombreuses cultures des plaines du nord de la Chine. Ci-dessus, battage du sésame, près de Nanking.

Photo Paolo Koch © Rapho, Paris



Une fermière transporte des feuilles et des racines de lotus sur une route proche de la commune Huang-Shan, située à une quarantaine de kilomètres de Canton. Les feuilles servent à nourrir les cochons.

Photo FAO, Rome



Ce tableau a été exécuté par un peintre paysan de la province de Jinshan, près de Shanghai, où un groupe de cultivateurs, aussi bien âgés que jeunes, s'inspirent de leur vie quotidienne pour créer des œuvres d'art pleines de fraîcheur.

Photo Yolanda Saul © Art Cultural, Highland Park, Etats-Unis

Le kolkhoze de Chtcherbani

par Evgueny V. Novikov

DEPUIS des centaines et des centaines d'années, avec la même inexorable fatalité, la sécheresse s'abat régulièrement sur les steppes de la mer Noire où se trouve le vieux village de Chtcherbani. Et bien que les terres noires (tchernoziom) locales soient capables de procurer d'abondantes récoltes, quatre années sur dix, en moyenne, l'eau fait cruellement défaut. Bref, nous sommes en présence de l'une des régions typiques d'agriculture à risque dans lesquelles l'Union soviétique doit produire les trois quarts des céréales dont elle a besoin.

Le village de Chtcherbani dépasse en âge bien des villes soviétiques. Il y a deux siècles et demi, les cosaques chargés de la défense des frontières méridionales de la Russie établirent là un camp d'hivernage. Entre deux expéditions, les cosaques y menaient la vie ordinaire des temps en paix : ils vivaient dans des maisons avec leurs familles, culti-

EVGUENY VLADIMIROVITCH NOVIKOV est un journaliste soviétique spécialisé dans les questions relatives au développement agricole et agro-industriel ainsi qu'au développement social dans les zones rurales. Il a publié sur ces sujets de nombreux articles et essais tant dans la presse soviétique qu'ailleurs.

Durant les quinze dernières années, 500 millions de mètres carrés de surface habitable ont été construits dans les campagnes de l'URSS. La maison ci-contre, confortable et bâtie dans le style traditionnel de la région, appartient à un paysan kolkhozien de la RSS de Lituanie. Le kolkhoze a pris en charge 40 % des frais de la construction. Sur son lopin de terre, au premier plan, la famille pratique la culture fourragère pour nourrir son bétail.

Photo M. Natchinkine © Revue « L'Union soviétique », Moscou



vaient la terre et élevaient des moutons. Au milieu du siècle dernier, le nombre des habitants de Chtcherbani était déjà sensiblement le même qu'aujourd'hui : environ 1 600 personnes.

A l'heure actuelle, les paysans de Chtcherbani sont unis au sein d'un kolkhoze, l'une de ces coopératives de production caractéristiques de l'agriculture soviétique qui, avec les sovkhoses (entreprises agricoles d'État), produisent les 9/10^e des denrées agricoles de l'Union soviétique.

Conformément aux statuts, tous les habitants du village ayant au moins 16 ans et qui désirent participer par leur travail à l'exploitation collective peuvent devenir membres du kolkhoze de Chtcherbani. Les affaires de ce kolkhoze, auquel ont été affectés à titre définitif 10 000 hectares de terre, sont gérées par une administration élue pour trois ans avec à sa tête un président.

Depuis vingt-cinq ans, l'assemblée générale élit régulièrement, comme président, Nikolai Riabochapka. Massif, grisonnant, avec une superbe moustache cosaque, Nikolai Riabochapka donne l'impression d'un homme énergique et ouvert.

Le kolkhoze dispose de 6 500 hectares de



Photo Y. Koudine © Revue « Photo soviétique », Moscou

terres cultivées dont le tiers est irrigable, explique-t-il. Il produit chaque année de 6 000 à 10 000 tonnes de céréales, de 9 000 à 12 000 tonnes de légumes, 700 à 850 tonnes de céréales, près de 1 200 tonnes de viande, plus de 3 000 tonnes de lait, 30 tonnes de laine et plus de 1,5 million d'œufs. L'essentiel de cette production est vendu à l'État et rapporte au kolkhoze près de 5 millions de roubles de revenu brut (au cours officiel, un rouble équivaut à près de 1,4 dollar des États-Unis).

« A la base de nos relations avec l'État, il y a le Plan, ajoute le président. Pour fixer notre production annuelle ou quinquennale, nous commençons par nous mettre d'accord avec les organes locaux du Plan sur la quantité et la nature des produits que nous allons pouvoir vendre.

En fonction des résultats prévus, on nous attribue des crédits, on nous vend l'outillage, le carburant, les engrais et les autres marchandises industrielles ».

En principe, le kolkhoze est indépendant, mais l'imbrication de ses intérêts économiques avec ceux de l'État les rend étroitement



Cette image donne l'idée de l'immensité des champs kolkhoziens qui se prêtent bien à l'utilisation des machines de haut rendement. Aujourd'hui, le palmarès agricole de l'URSS est impressionnant : elle se classe parmi les cinq premiers producteurs mondiaux pour 25 denrées différentes. C'est un grand succès si l'on tient compte que les occupants, entre 1941 et 1945, ont exterminé 60 millions de têtes de bétail et ravagé la terre. La Seconde Guerre mondiale a fait perdre à l'URSS plus de 30 % de sa richesse nationale. 1 710 villes et plus de 70 000 villages et hameaux ont été en partie ou totalement détruits, des dizaines de milliers de kolkhozes et sovkhoses dévastés et pillés.

dépendants l'un de l'autre, ce qui, selon le président, est globalement favorable aux kolkhoziens. Ils ont ainsi la garantie d'un marché pour écouler leurs produits et les prix d'achat leur laissent la possibilité d'une production bénéficiaire.

Pour la période 1976-1980, les prix d'achat des céréales, par exemple, ont assuré à deux reprises un bénéfice supérieur à 100 % ; c'est seulement en 1980, une mauvaise année, que ce dernier est tombé à 60 %. Le tournesol s'est révélé d'un meilleur rapport pour les kolkhoziens qui n'ont pas eu à se plaindre non plus des revenus de la vente des légumes. Mais la production de lait et de viande est devenue déficitaire ces dernières années. La rentabilité globale de l'exploitation a pu varier, mais même dans les années de pire sécheresse elle n'est pas descendue au-dessous de 12 %.

Pour ce qui est de l'élevage, sa rentabilité va augmenter puisque l'État a, depuis janvier 1983, relevé les prix d'achat du lait et de la viande dans l'ensemble du pays. Chaque année, l'État consacre environ 16 milliards de roubles de son budget au relèvement des

prix d'achat et aux subventions qu'il accorde aux prix des exploitations peu rentables. Dans les bonnes années, et c'est là une caractéristique de l'économie soviétique, les prix d'achat ne baissent pas et la vente de la production excédentaire, fixée par rapport à la moyenne des cinq dernières années, est stimulée par des prix d'achat élevés.

Selon Nikolaï Riabochapka, les engagements pris d'un commun accord donnent à la production du kolkhoze un caractère stable, une orientation déterminée qui ne peut pas changer brusquement d'une année sur l'autre. Mais, pour remplir ses engagements, le kolkhoze peut jouer sur les moyens dont il dispose comme bon lui semble.

Dans la Russie tsariste, une énorme quantité de terres, les plus fertiles, appartenaient aux grands propriétaires, aux membres de la famille impériale, aux spéculateurs, à tous ceux qui ne les travaillaient pas : à eux seuls, ils possédaient 150 millions d'hectares. 80 autres millions appartenaient aux koulaks qui formaient le sixième

des propriétaires. Et il ne restait, pour plus de 20 millions de familles de petits paysans, qu'environ 135 millions d'hectares.

En règle générale, la petite parcelle de terre du paysan ne pouvait pas suffire à assurer la subsistance de sa famille. Dans les années de récolte normale, la moitié des paysans russes manquait de blé jusqu'à la récolte suivante. Par dizaines de millions, des gens souffraient de la faim alors que les propriétaires et les koulaks vendaient du blé à l'étranger : la Russie était le plus grand exportateur de grain du monde...

Après 1917, conformément au Décret sur la terre du jeune État soviétique, le droit de posséder la terre à titre privé fut aboli, les propriétés impériales et autres furent confisquées et la jouissance des terres fut accordée à tous les citoyens prêts à les exploiter par leur labeur, le travail « mercenaire » étant interdit.

Mais les possibilités d'exploitation des paysans restaient extrêmement réduites. Si l'on se rappelle que chaque famille exploitait dix sortes de cultures et parfois plus, il est facile d'imaginer la taille minuscule des ►

► parcelles occupées par chaque culture. Comment échapper à cette situation ? Par l'introduction d'une agriculture collective, c'est-à-dire en créant un mode de production coopératif.

Le premier kolkhoze est apparu à Chtcherbani en 1924. Il groupait en tout 11 familles indigentes sur plus de 300. Et bien que le pouvoir populaire ait procuré crédit, semences et assistance technique en organisant des stations de machines et de tracteurs, il a fallu cinq ans pour que soit surmontée la méfiance des paysans à l'égard du travail coopératif. Les pauvres et les petits paysans de Chtcherbani avaient, vers 1929, organisé six kolkhozes, dont chacun disposait en moyenne de 1 500 hectares de terre. Au bout d'un an, les kolkhoziens vendirent à l'État 14,7 tonnes de blé, ce qui fut considéré déjà comme un grand succès.

Malgré le préjudice énorme qu'elle a subi pendant la Seconde Guerre mondiale, l'économie soviétique a connu ensuite une croissance rapide. Si l'on examine les statistiques, on voit qu'au début du siècle les 3/4 de la population laborieuse de la Russie s'adonnait à l'agriculture. A l'heure actuelle, l'importance relative de cette catégorie de travailleurs est quatre fois moindre. Et la production brute, dans le domaine agricole, s'est multipliée par quatre.

La production annuelle moyenne de céréales est notamment passée de 72,5 millions de tonnes en 1909-1913 à 205 millions de tonnes dans la deuxième moitié des années 1970. On est arrivé désormais à environ 0,8 tonne de grain par habitant, mais c'est encore insuffisant. On considère que, pour répondre à tous les besoins en produits céréaliers, pour assurer convenablement l'élevage grâce aux aliments composés, et remplir les obligations d'exportation, l'agriculture doit produire une tonne de céréales par habitant.

Si l'on prend en compte les autres productions majeures du secteur agricole, depuis l'avènement du pouvoir soviétique, la production de viande et de lait s'est multipliée au moins par 3, celle des légumes par 5, des œufs par 6, et du coton, par exemple, presque par 15. Aujourd'hui l'URSS occupe la première place dans le monde pour la production de blé, de betteraves à sucre, de tournesol, de coton, de lin, de pommes de terre, de lait et de beurre.

Le taux de croissance de la population, qui a augmenté de 35 millions depuis 1965 a été dépassé par celui de la production des denrées alimentaires, mais celui-ci à son tour a été dépassé par le taux de croissance des revenus, si bien que la demande en produits agricoles s'est également accrue et qu'il a fallu acheter une partie du ravitaillement à l'étranger.

Pour établir l'équilibre entre l'offre et la demande, l'URSS a élaboré et mis en œuvre un Programme alimentaire destiné à assurer avec un maximum d'efficacité la satisfaction des besoins de la population.

La productivité de l'agriculture soviétique est souvent évaluée par comparaison avec d'autres pays à l'économie agraire développée, mais ce faisant, on oublie trop souvent le fait que les paysans soviétiques doivent produire dans des conditions naturelles et climatiques peu favorables.

En URSS, près de 60 % des terres agricoles et 58 % de la terre arable sont situés dans des zones de sécheresse ou de semi-sécheresse, et 40 % des terres arables reçoivent moins de 400 mm d'eau par an. Moins de 1,1 % des terres agricoles sont situées dans des zones bénéficiant de conditions optimales pour la culture.

La famille paysanne tire des revenus supplémentaires de son lopin de terre individuel dont la superficie peut aller jusqu'à 0,5 hectare. A Chtcherbani, par exemple, les 581 familles cultivent toutes un enclos domestique. Ce lopin produit des légumes et des fruits variés en une quantité suffisante non seulement pour couvrir les besoins, mais aussi pour être vendus sur le marché de la ville. Le kolkhoze propose à la population des poulets, des porcs et de jeunes bovins à un prix proche du prix coûtant pour encourager leur élevage sur les lopins individuels. Il en assure également la nourriture, les soins vétérinaires et zootechniques.

Ce kolkhoze abrite en effet une centaine de spécialistes, notamment des agronomes, des zootechniciens et des ingénieurs mécaniciens. Le pope, le propriétaire, l'officier de santé, l'instituteur et l'arpenteur géomètre : à ces quelques personnes se ramenait, au début du siècle, le nombre des gens instruits

dans les villages russes. Plus des trois quarts des paysans ne savaient ni lire ni écrire.

En 1890 s'ouvrit à Chtcherbani une école primaire, mais comme le déclarait le représentant des organes locaux du pouvoir : « dans un village aussi pauvre, le dénuement de la population l'empêche d'envoyer les enfants à l'école pour la simple raison qu'ils n'ont pas de quoi s'habiller ». De nos jours, deux sur trois des habitants actifs du village possèdent une instruction secondaire ou supérieure (complète ou incomplète). Et à peu près une famille sur trois possède sa propre bibliothèque. Dans les deux bibliothèques de Chtcherbani, on trouve environ 18 000 livres.

Dans l'une d'elles, un extrait d'un document datant d'il y a cent ans attire l'attention du visiteur : « Les habitants du district en sont arrivés à un tel degré de pauvreté qu'un secours d'urgence est indispensable. Et ce secours doit être apporté sans contrepartie, car une avance ne ferait qu'alourdir les dettes de la population, dettes déjà énormes et qu'elle ne pourra sans doute jamais payer... ». Sans doute, ai-je pensé, ce document permet-il aux habitants de Chtcherbani de garder une sorte de point de repère, une échelle de références des changements survenus dans leur vie actuelle.

Evgueny V. Novikov

Avec son atelier de peinture, ses salles de concert et de cinéma, ses bibliothèques et ses clubs, la maison de la culture qu'on trouve aujourd'hui dans la plupart des kolkhozes de l'URSS est le centre d'une vie culturelle et sociale très active. La multiplication des téléviseurs et autres appareils audio-visuels dans les familles n'a pas ralenti, en milieu paysan, la fréquentation des théâtres et des musées. Ci-dessous, *La cueillette du coton en Arménie (1931)*, tableau du peintre soviétique Paul Kouznetsov.



Photo tous droits réservés

Le territoire du paysan

une interview d'Emmanuel Le Roy Ladurie

• **Le Courrier de l'Unesco.** — Dans un de vos livres (*Le Territoire de l'historien*), vous analysez une relation triangulaire paysan, terre et seigneur. Comment cette relation a-t-elle évolué depuis le Moyen Âge, particulièrement dans les temps modernes ?

• **Emmanuel Le Roy Ladurie.** — Cette relation est effectivement très ancienne : elle remonterait par certains éléments — du moins en ce qui concerne la France, la Gaule — aux chefs celtes de la proto-histoire métallique, de l'âge de fer, qui étaient peut-être des « pré-seigneurs ». Ce « triangle » implique que le seigneur a la propriété supérieure sur la terre, qu'il peut même jouir d'une propriété sur les hommes, auquel cas ce sont des serfs, mais enfin ce n'est pas toujours le cas ; que ces hommes eux-mêmes, les paysans, ont une certaine « possession » sur leur terre, en commun avec le seigneur ; leur lien au seigneur s'exprime par le fait qu'ils lui versent des redevances en nature ou en argent ; ils obéissent à ses commandements ; ils ont quelquefois — pas toujours — des corvées sur sa terre.

Voilà à peu près le triangle terre-paysan-seigneur. Il a varié : à l'époque de Charlemagne en Europe — ailleurs c'est peut-être différent — il impliquait de très nombreuses corvées effectuées par les paysans chez les grands seigneurs, notamment ecclésiastiques ; à partir du 11^e siècle, il n'y a plus beaucoup de corvées, seulement quelques jours par an, il y a surtout des redevances en blé, en grain, en argent ensuite. Enfin, à partir de la Révolution française, le seigneur devient le simple propriétaire d'un grand domaine, et ses liens avec les paysans restent des liens de patronage, de protection ou de

paternalisme, mais les paysans ne sont plus tenus de lui verser des redevances, même s'ils reconnaissent son *leadership* ; même s'ils gardent pour lui un certain respect. Il leur arrive aussi de se révolter contre lui.

Aujourd'hui, en Europe, il n'y a plus de seigneurs, mais il y a encore des grands propriétaires, vis-à-vis desquels les paysans peuvent conserver parfois un certain lien de déférence.

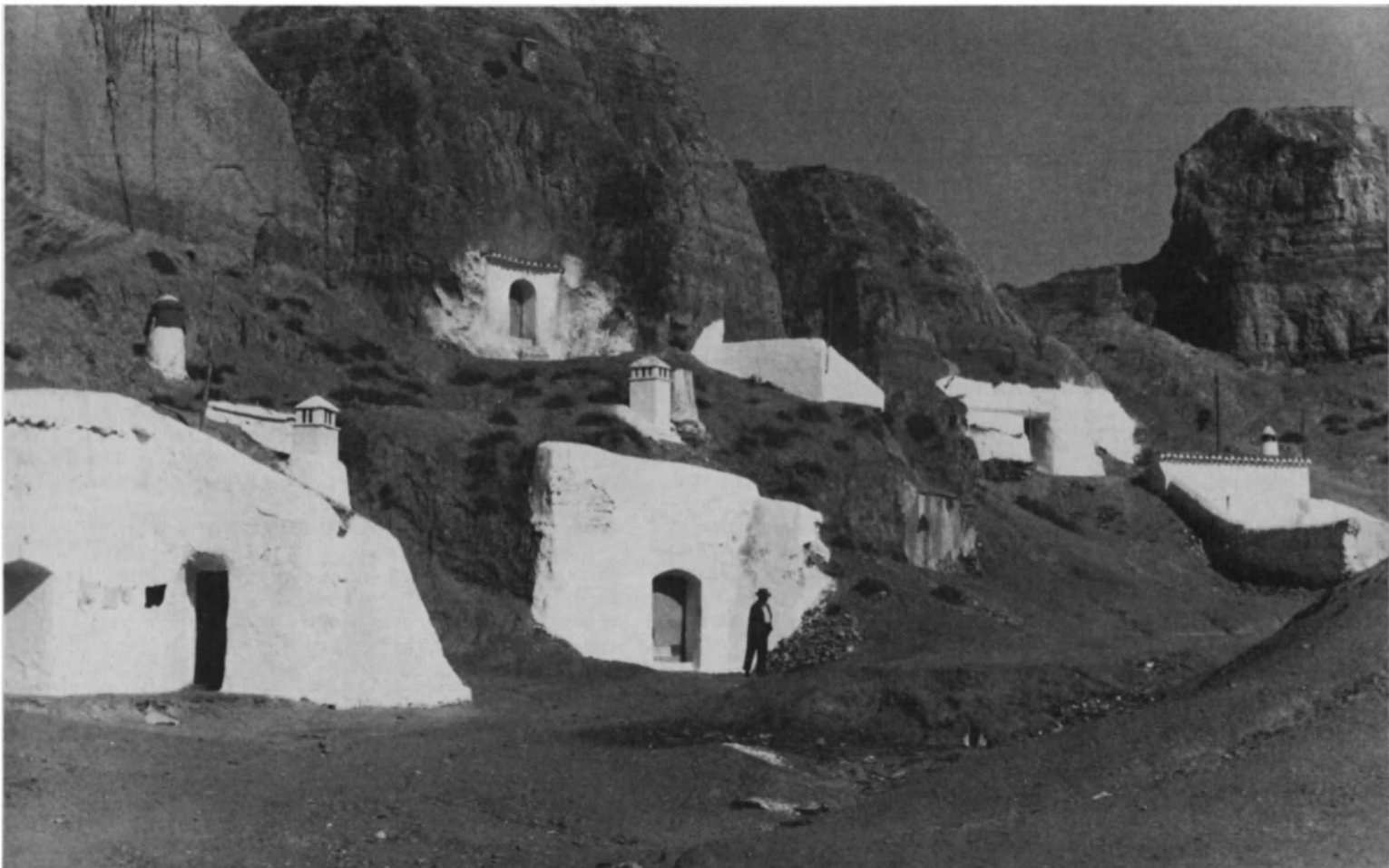
• **Comment voyez-vous, de nos jours, et toujours en Europe occidentale ou en France, l'influence réciproque entre la civilisation rurale et la civilisation urbaine ?**

La civilisation urbaine a des aspects destructeurs ; d'une certaine manière, elle a beaucoup détruit, ne serait-ce que par l'exode rural : les villages se sont vidés ; les paysans qui ont quitté le terroir étaient à la recherche d'une existence plus agréable ; ils l'ont souvent obtenue. On ne doit pas idéaliser, en effet, la vie de la campagne ancienne, mais le résultat de cet exode c'est souvent l'appauvrissement de la vie sociale dans les villages. D'un autre côté, la civilisation urbaine — la culture citadine — a introduit la modernité dans nos paroisses. Le paysan — en France, en Europe occidentale — a impulsé une augmentation des productivités qui fut très rapide, et beaucoup plus grande que dans l'industrie. Il est vrai qu'il partait de plus bas. Les ruraux, dans diverses régions, étaient traditionnels. Mais depuis, nombre d'entre eux sont devenus des entrepreneurs modernes, accablés souvent d'un lourd travail ; pas question pour eux des 39 heures.

• **Cela dans le domaine de la civilisation, des échanges de production évidemment ; et au niveau de la culture proprement dite, c'est-à-dire l'influence de ce qu'on appelle la culture de masse, les nouvelles techniques des moyens de communications... Comment ►**

EMMANUEL LE ROY LADURIE, historien français, est professeur au Collège de France. Il est notamment l'auteur de *Montaillou*, village occitan (1975), *Paysans du Languedoc* (1977) et *Carnaval de Romans* (1979).

Village troglodytique à Guadix, ville d'Andalousie, au sud de l'Espagne.





La moisson à Saint-Loup-de-Naud, dans la Brie.

► voyez-vous les changements de ce qu'on pourrait appeler l'imaginaire paysan ?

Il n'y a plus guère d'imaginaire paysan à proprement parler. De toute façon, cet imaginaire-là était toujours lié à la culture urbaine. Même ce qu'on appelle le folklore rural se révélait dépendant d'un folklore analogue des villes. Les fêtes religieuses, par exemple, dans les coutumes « paysannes », dérivait souvent des fêtes chrétiennes telles qu'on les célébrait dans les villes. La sorcellerie campagnarde, c'est vrai, est plus ancienne. Elle remonte peut-être à certaines formes de religions pré-chrétiennes, mais elle est devenue, de toute façon, bien marginale ; aujourd'hui, reste le fait que le paysan, par définition, est plus lié à la nature (une nature qu'il détruit quelquefois par les pesticides, etc.), mais il a des rapports à la forêt, à l'animal, à la faune, qui sont plus directs et plus vivants que ceux du citadin.

La religion ? Elle est sans doute plus vivante dans les campagnes. Le catholicisme traditionnel y a maintes fois gardé un rôle plus important qu'en ville, où il n'est pourtant pas inexistant. Les patois, eux, ont souvent disparu, surtout en France. Ils ne subsistent plus guère que par un accent qui devient évanescant... Les dialectes sont parlés encore par quelques vieux campagnards et... sur les campus par des étudiants « dans le vent ». Il est vrai que, dans le cas français, la diffusion du langage national a été très puissante et peut-être plus poussée qu'ailleurs... En revanche, en Suisse, les dialectes continuent à se parler dans les villages et même dans les villes, du moins dans les cantons alémaniques, mais pas en pays romand (= francophone). Pour le reste, les paysans participent pleinement à la culture audio-visuelle et télévisée qu'ils ont en commun avec les villes. Ajoutons, pour compléter le tableau, l'usage tonitruant de la motocyclette chez les jeunes ruraux.

En France, et dans d'autres pays d'Europe, beaucoup de paysans, il y a une cinquantaine d'années, étaient parvenus à un niveau

de culture primaire extrêmement élevé, grâce à de bons instituteurs. Aujourd'hui, comme en ville, on note de ce point de vue, une décadence. En revanche, la culture technique et agricole des ruraux a progressé. Ils maîtrisent désormais la technologie moderne.

• Et d'un point de vue anthropologique, considérez-vous cette influence comme un enrichissement de la culture paysanne ou comme une érosion, une perte de certaines valeurs ?

Je pense que les effets sont contrastés. Encore une fois, la pure et simple nostalgie serait inconvenante. Les gains ont été immenses du point de vue de la promotion sociale ; mais précisément, le problème c'est que chaque pas en avant, chaque gain individuel au profit de quelqu'un qui quitte le village, se traduit souvent par une érosion, voire une destruction de la communauté villageoise elle-même, à cause de l'exode rural.

C'est vrai surtout pour les villages qui sont éloignés des villes ; dès qu'on se rapproche un peu des cités, certains phénomènes de banlieue se produisent, qui font qu'en apparence le village reste vivant, mais dans ce cas, la communauté n'est plus la même. Vers les années 1850-1880, une partie de la communauté villageoise était parvenue à un certain niveau de culture propre. Celle-ci se manifestait par l'artisanat, par des modes vestimentaires, par la propagation d'une culture orale, notamment dans les veillées. On ne doit absolument pas idéaliser cela. L'ensemble restait pauvre... Le colportage des contes populaires, par exemple, n'était souvent que la reproduction de lectures que tel ou tel villageois avait faites dans les contes de Perrault ou dans d'autres recueils ; cependant, il est certain qu'une part d'initiative par rapport à 1850 sera perdue en 1983.

Enfin, les problèmes ne sont peut-être pas très différents de ce qui se passe en ville ; les nouveaux moyens audio-visuels mettent en péril la lecture — qui était l'une des grandes ressources vespérales d'une minorité (faible ?) de paysans. Sans qu'il faille du reste pein-

dre les choses trop en noir : depuis une dizaine d'années la lecture fait à nouveau des progrès en France et peut-être aussi à la campagne.

Cela dit, les sentiments de frustrations restent forts. Je ne suis pas du tout un paysan, bien que je sois né à la campagne ; je suis d'origine bourgeoise ; mais il se trouve que j'ai assisté récemment à une réunion d'écrivains paysans qui, eux, étaient de véritables agriculteurs : ils étaient romanciers, poètes, etc. On sentait chez eux un très grand complexe d'infériorité, de manque, de regret, vis-à-vis de la culture urbaine, et l'impression d'être méprisés. C'est parfois exact, hélas ; mais ils s'exagéraient peut-être le dédain d'autrui à leur rencontre.

• **Et cette littérature-là reste enracinée ?**

Elle est souvent le fait des gens âgés... des romanciers, des poètes, des femmes parfois, des jeunes femmes aussi. Je ne dis pas que ces lettres paysannes sont extraordinaires, mais elles témoignent d'une initiative intéressante. Elles furent exposées, du reste, au récent Salon de l'Agriculture à Paris. Elles y eurent un stand spécial. L'édition à compte d'auteur suscite le sourire et l'ironie chez l'écrivain moyen. Au contraire, elle est très respectée chez ces paysans : ils n'ont pas de relations avec les éditeurs parisiens ; ils sont fiers de payer eux-mêmes l'édition d'un livre et ensuite de le vendre par leurs propres moyens, comme ils vendraient des fruits ou des fromages. Ce n'est donc pas du tout le même système de valeurs que dans les villes. En un sens, il est très beau de voir quelqu'un financer l'œuvre qu'il a écrite et puis aller la vendre lui-même, comme il écoulait les produits de sa ferme.

• **Parmi les régions françaises que vous avez étudiées, y en a-t-il certaines qui se distinguent, où la vie paysanne est beaucoup plus nette, avec beaucoup plus de valeurs originales ?**

Ce phénomène est ambigu. D'une part, dans les zones modernes, comme la Région parisienne, les exploitants agricoles sont des techniciens de premier ordre, mais il n'ont plus grand-chose de commun avec les paysans d'autrefois ; ils sont peu intéressés par cette culture de leurs ancêtres que maintenant ils estiment avoir dépassée. Inversement, dans les régions traditionnelles, qui se révèlent plus pauvres, cet esprit traditionnel est vécu parfois sous la forme d'une conscience de misère ou d'injustice. J'ai rencontré un jour une paysanne qui conservait des liens très forts avec l'antique culture rurale : sa technique pour édifier la bûche de Noël était tout à fait conforme à ce qui se faisait il y a un siècle ou deux dans le midi de

la France. Et puis elle avait encore entendu vers 1920 ce qu'on appelle la « chasse sauvage », c'est-à-dire le bruyant passage des âmes des enfants morts au-dessus de la forêt. C'est un très vieux mythe. Elle le racontait avec beaucoup de sérieux. Cette personne était donc très proche d'une ancienne culture rurale, du Moyen Age ou de la Renaissance, qui était commune jadis aux villes et aux campagnes. Ladite fermière, sans être misérable, vivait assez pauvrement. Ses fils n'avaient pas pu se marier. Elle donnait l'impression de ne pas bénéficier d'un certain nombre d'agrément de la civilisation moderne. Ce qui se conserve de la sorte n'est pas toujours vécu sur le mode du bonheur.

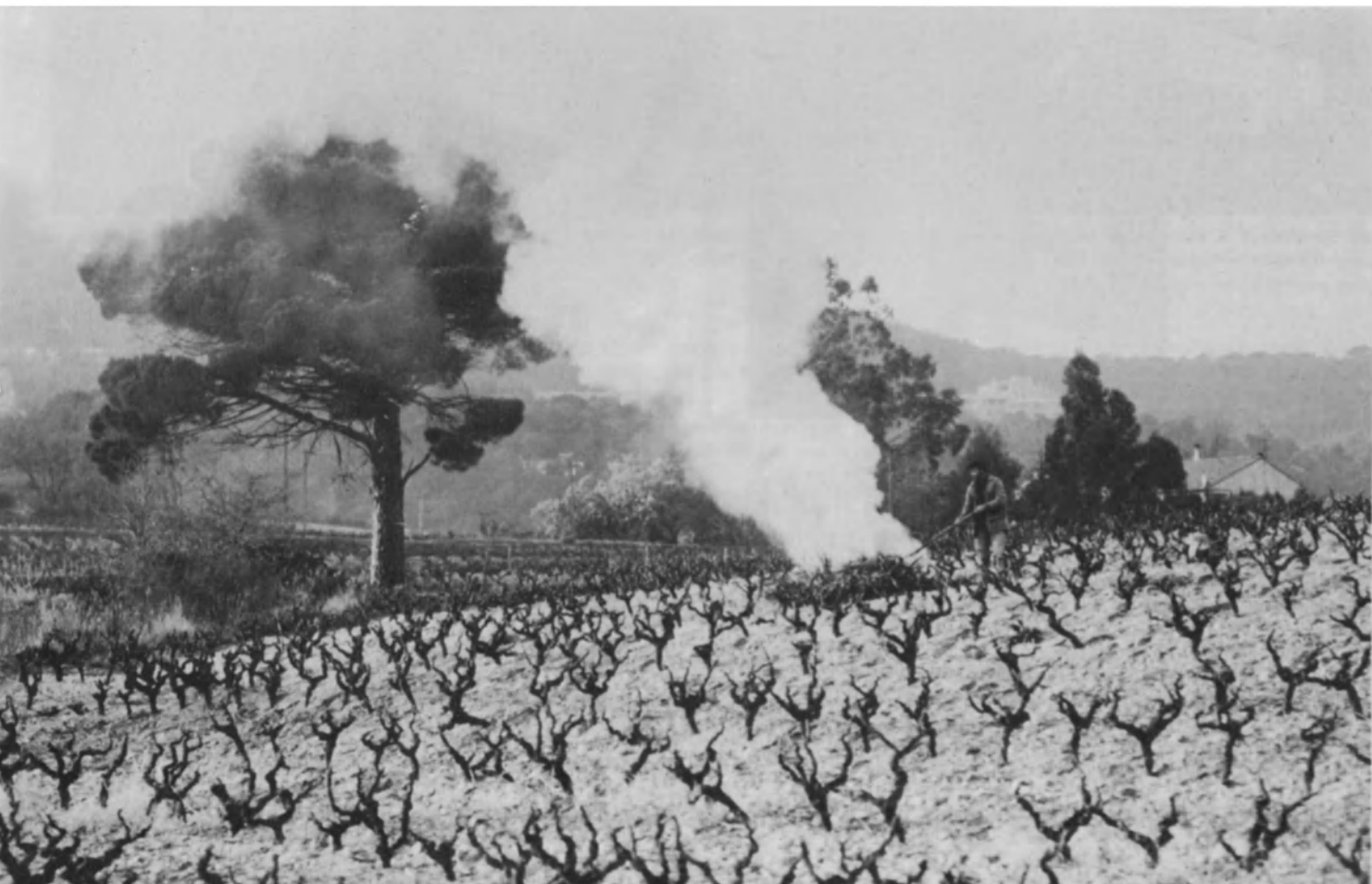
• **Est-ce que dans la culture de certaines villes de province on peut déceler aussi certaines influences des cultures rurales ? J'imagine qu'à Paris, il est assez difficile d'en trouver trace ?**

Dans Paris, on trouvait encore des vaches il y a une cinquantaine d'années. Beaucoup d'ouvriers, dans les villes moyennes, ont conservé un jardin à l'extérieur pour y faire pousser des légumes. La production de ces terrains est assez importante ; voilà donc un lien qui subsiste avec la vie agricole. D'autre part, un certain nombre de coutumes survivent très fortement, en particulier pour les modes d'héritages. M. Lamaison, ethnologue et historien français, a effectué une enquête auprès des notaires. D'après la carte qu'il a produite et qui est relative au territoire de la France, il semble bien que la coutume d'organiser l'héritage en faveur d'un enfant plutôt que de plusieurs descendants, bref, l'habitude de ne pas partager les biens après décès par testament, conserve aujourd'hui encore une grande similarité, dans certaines zones, avec ce qui se faisait avant même la Révolution française. Permanences, donc !

• **Et au niveau des croyances autre que le christianisme ? En subsiste-t-il encore ?**

Oui il en subsiste. Pas tellement des croyances non chrétiennes. Mais d'autres qui sont « en marge » du christianisme. Par exemple, j'ai encore vu un certain culte des arbres dans le Massif Central ; dans une chapelle dédiée à un saint, on observe des rites agraires (chrétiens) pour la fécondité du bétail, et même à l'emplacement d'arbres tenus implicitement pour sacrés. Ces choses-là ne remontent pas forcément à l'époque des Romains. De tels rites se sont peut-être installés simplement au Moyen Age ou au 16^e siècle et ensuite ils ont duré. Au total, c'est assez peu de choses. La véritable continuité est plutôt à chercher dans les rites de la mort, du mariage, etc., bref, dans les usages chrétiens proprement dits. Un enterrement, par exemple, implique le sens du sacré, la religiosité, ►

Brûlage des sarments dans une vigne de Provence.



► l'intervention communautaire des habitants... Cela nous relie davantage au passé dans les villages ou dans les petites villes que ce n'est le cas dans les grandes cités : les liens de la communauté y sont nécessairement plus distendus.

• Et vous croyez que tous ces vestiges de la culture paysanne ou rurale tendent à se perdre irrévocablement ?

Pas nécessairement ! Bien sûr, ce n'est le fait que d'une minorité assez faible de la population. Malgré tout, la production agricole reste vivante et nécessaire. D'une certaine manière, l'agriculture française se porte mieux que l'industrie. Diverses structures, dans tous les cas, subsisteront. D'autre part, la campagne n'est pas seule

inchangé. Je suppose qu'on pourrait trouver encore quelques aires du même type sur le vieux continent.

• En général, vous estimez que tous ces phénomènes d'érosion d'une culture agraire ou paysanne sont communs aux pays d'Europe occidentale ?

Je connais assez mal ce qui se passe dans les États de l'Est. Mais je pense qu'il n'y a pas de différences essentielles parmi les pays d'Europe occidentale. Partout sévissent la modernisation et le dépeuplement rapide des villages ; et, malgré cela, il y a conservation, non pas tellement d'un folklore qui effectivement serait artificiel, mais de relations de voisinage et d'une certaine assiduité reli-

Quatre tableaux du peintre flamand David Teniers II dit le Jeune (1610-1690).

LE PRINTEMPS



L'ETE



L'AUTOMNE



L'HIVER



Photos © National Gallery, Londres

en cause. Tenons compte aussi des petites villes. Le pourcentage des Français qui vivent dans des villes petites ou moyennes de moins de 20 000 habitants n'a pas tellement diminué depuis une cinquantaine d'années. Du point de vue de la conservation d'un mode de vie relativement traditionnel, cet ensemble de petites villes, complété par les campagnes, me paraît être dépositaire d'une certaine continuité.

Pour le meilleur ou pour le pire, quelques régions d'Europe conservent encore un mode de vie traditionnel. J'ai visité l'une de ces zones, celle des Pomaks, en Grèce du nord-est ; il s'agit de Musulmans slaves, qui vivent dans une région frontalière. Là j'ai aperçu une agriculture comparable à celle du 18^e siècle ; les pentes continuent à être cultivées ; on a l'impression d'un mode de vie assez

gieuse dans bien des cas... J'imagine, par exemple, qu'une région comme la Bavière, bien qu'elle soit maintenant urbanisée, a su maintenir pas mal de traits, sous l'angle dialectal et religieux... Même remarque pour certaines aires de l'Italie, de l'Espagne... La modernité n'est pas entièrement ni nécessairement destructrice. Elle peut aussi maintenir en vie un certain noyau de rapports humains. Paradoxe : dans les régions qui se dépeuplent le plus (ainsi, parmi les montagnes d'où vraiment la vie humaine se retire, mis à part le ski, etc.), c'est là qu'effectivement les structures archaïques sont détruites. Mais dans les campagnes plus vigoureuses, la modernité aide à conserver, je pense, un noyau de traditions, ou du moins de continuité avec des valeurs morales et religieuses, et aussi les liens de communauté, de famille.

Un fermier du Middle West

par Don Peasley

L'AGRICULTURE est la principale industrie des États-Unis ; elle représente en effet 20 % du total des activités commerciales, industrielles et des services de la nation. L'ensemble des avoirs agricoles représente presque la même valeur que l'équipement industriel de toutes les usines du pays.

Un travailleur américain sur cinq vit de la

vail de l'agriculteur est devenu plus efficace : on obtient aujourd'hui en une heure de travail le même résultat qu'en quatorze heures il y a cinquante ans.

Grâce à cette amélioration de la productivité, aussi bien en termes de temps que de rendement, les citoyens des États-Unis sont les mieux nourris du monde, tout en étant parmi ceux qui dépensent le moins d'argent

qui nous permet de produire du blé, du maïs et d'autres céréales avec plus d'efficacité que quiconque, mais nous nous heurtons aux rivalités économiques internationales. »

Chez les Hughes, on est fermier de père en fils dans l'Illinois depuis cinq générations. En fait, la génération de Robert est la troisième à exploiter les terres de la propriété familiale de 600 hectares, qu'ils cultivent



L'agriculture est aujourd'hui, aux États-Unis, une activité hautement industrielle à laquelle se consacre seulement 2 % environ de la population active. Ci-dessus, une ferme dans le Lancaster County, en Pennsylvanie. Les États-Unis sont le premier exportateur de céréales du monde.

Photo Georg Gerster © Rapho, Paris

production, du transport, de la transformation, de la commercialisation et de la distribution des produits agricoles. L'amélioration de la productivité de ce secteur à chaque génération joue un rôle non négligeable dans la prospérité économique de la nation. Aujourd'hui, la production des agriculteurs américains est en augmentation de 75 % par rapport à celle de leurs pères pour la même surface cultivée. Il faut dire aussi que le tra-

pour leur alimentation, puisqu'ils ne consacrent, en moyenne, que 16 % de leur budget à la nourriture.

Les agriculteurs américains n'ignorent pas que des millions d'individus de par le monde souffrent de malnutrition et que des millions d'autres sont menacés de mourir de faim. « Nous sommes profondément déçus et attristés de constater que les gouvernements n'arrivent pas à se mettre d'accord et à supprimer les obstacles liés à l'insuffisance des moyens de transport et de distribution et aux rivalités », déclare Robert Hughes, qui dirige une exploitation laitière à Woodstock dans l'Illinois, au cœur des États-Unis. « Nous autres, fermiers du Middle West, avons la chance de bénéficier d'un sol très riche et d'un climat exceptionnellement favorable, ce

eux-mêmes et qu'ils louent en partie, à 100 kilomètres au nord-ouest de Chicago. Robert Hughes est un homme mince et bronzé de 44 ans. Il travaille avec son père, Earl, et son frère, Earl Junior ; deux ouvriers agricoles sont employés essentiellement à la laiterie qui produit en moyenne 1 460 litres de lait par jour. La ferme des trois Hughes correspond à la moyenne des exploitations familiales du Middle West où une famille d'agriculteurs exploite de 140 à 160 hectares en moyenne. Dans l'Ouest américain, région des ranches et des grandes terres à blé, la superficie moyenne est de 2 000 hectares pour les ranches et de 1 200 pour les exploitations céréalières du Kansas, du Nebraska et du Dakota du Sud.

La bataille du rendement livrée et gagnée ►

DON PEASLEY, rédacteur et journaliste-photographe américain, est né et a grandi dans une ferme de l'Illinois où l'on cultive des céréales et élève du bétail. Il participe aux activités de diverses organisations d'agriculteurs des États-Unis tout en suivant de près la vie de la ferme familiale.

► par les agriculteurs américains restera comme l'une des réussites de notre génération. Aux États-Unis, quelque 2,5 millions d'agriculteurs cultivent 140 millions d'hectares. Les États-Unis exportent environ 115 millions de tonnes de céréales alimentaires. Robert Hughes souligne que 55 % de ce total provient du grenier à blé et à maïs du Middle West — une douzaine d'États en tout, du Nebraska et du Kansas à l'ouest jusqu'à l'Ohio à l'est.

Pourquoi les agriculteurs américains sont-ils aussi efficaces pour la productivité et le rendement ? Robert Hughes fournit quelques éléments d'explication, tout en soulignant le rôle du sol et du climat. Il existe un système d'encouragement à la production fondé sur la capacité d'initiative et de prise de décision. Comme le déclare simplement Robert Hughes, « Mieux on travaille, et plus on gagne ». Cette politique de motivation encourage les innovations techniques : la mise au point d'herbicides à caractère sélectif ou l'utilisation plus systématique d'engrais qui favorisent les cultures sélectives et un meilleur développement des cultures hybrides en sont de bons exemples. Dans le même temps, l'amélioration des herbicides et des insecticides, associée à des techniques plus raffinées d'enrichissement du sol, permet aux exploitants de planter plus de maïs sur les mêmes surfaces. Robert Hughes se souvient qu'au milieu des années 1950, les rangs de maïs devaient être espacés d'un mètre — ce qui représentait en moyenne 35 000 plants à l'hectare — de façon à permettre à l'agriculteur de travailler dans les deux sens. Aujourd'hui, grâce à l'amélioration de la lutte contre les parasites animaux et végétaux, il n'y a plus qu'un écart de 20 à 25 cm entre chaque plant sur des rangées espacées seulement de 75 cm. « Mes rendements élevés s'expliquent aussi, ajoute-t-il, par la sélection génétique qui a permis de produire une variété de maïs capable de pousser dans des espaces aussi réduits. »

Enfin, la mécanisation intensive, qui permet aux agriculteurs d'ensemencer 40 hectares par jour, les met également en mesure de préparer la terre et de semer dans des conditions idéales d'humidité et d'ensoleillement. Robert Hughes précise que, dans son coin du nord de l'Illinois, la période idéale pour les semences ne dure que quinze ou vingt jours. Or, plus on s'éloigne de cette période idéale pour semer le maïs et plus les rendements diminuent, au rythme d'un à cinq boisseaux en moins par jour. Un autre facteur d'efficacité est l'emploi d'une moissonneuse-batteuse, qui coûte 75 000 dollars, mais permet de récolter le maïs au moment le plus favorable en minimisant les



Photo © Don Peasley, Woodstock, Illinois

La traite mécanique, apparue au début du siècle, ne s'est répandue massivement, aux États-Unis, qu'après la Seconde Guerre mondiale. Dans les exploitations laitières, elle a remplacé depuis cette date la traite à la main. Ci-dessus, Robert Hughes, agriculteur de l'Illinois, traite ses vaches deux fois par jour, comme le font la plupart des producteurs de lait aux États-Unis.

pertes causées par les intempéries de la fin de l'automne.

Les agriculteurs du Middle West, hommes et femmes, vivent une existence centrée sur la famille. Presque tous ont choisi de vivre à la campagne à cause du bonheur et de la satisfaction que leur donnent les travaux agricoles (labour, soins des récoltes, moisson, élevage).

Dans leur vie quotidienne, ils ne dissocient pas les responsabilités professionnelles des activités sociales. Ils participent activement à la vie d'une communauté où les habitudes, les intérêts économiques et les préoccupations tissent des liens étroits entre citadins et villageois.

Pour la plupart des ruraux, l'église locale

marque le centre de la vie sociale, religieuse et communautaire. Presque tous les agriculteurs enseignent à la « Sunday School », école du dimanche où l'étude de la Bible et la méditation permettent de s'imprégner de l'enseignement de Jésus-Christ. L'office dominical est suivi d'une réunion très décontractée autour d'une tasse de café dans la salle commune où l'on parle des récoltes et de l'actualité scolaire locale.

Tous les citoyens ont droit à l'éducation gratuite et obligatoire, et les agriculteurs sont très nombreux parmi les animateurs bénévoles des écoles locales. A Woodstock, le père de Robert Hughes présidait le conseil d'administration et a longtemps milité, à ce titre, pour l'égalité de l'enseignement en milieu rural et en milieu urbain. Robert et sa femme, Geneviève, font partie d'une association au sein de laquelle les enseignants et les parents collaborent en vue de faire bénéficier les enfants des techniques pédagogiques de pointe.

Les agriculteurs consacrent beaucoup de temps à l'amélioration de la qualité de la vie en participant aux services et aux activités d'organisations comme le « Farm Bureau », importante organisation volontaire d'agriculteurs qui s'efforce de promouvoir l'amélioration des rendements, une meilleure connaissance des techniques de commercialisation et de favoriser le dialogue avec les 97 % d'Américains qui n'ont aucun contact familial ou professionnel avec le monde agricole.

Nombre d'animaux de trait et de tracteurs, 1980-2000

Région	1980		1990		2000	
	Animaux de trait	Tracteurs	Animaux de trait	Tracteurs	Animaux de trait	Tracteurs
..... millions d'unités						
90 pays en développement .	190	2,3	199	5,3	208	9,9
Afrique	21	0,2	22	0,5	24	1,1
Extrême-Orient	137	0,5	146	1,3	154	3,3
Amérique latine	19	1,1	19	2,5	18	4,2
Proche-Orient	13	0,5	12	1,0	11	1,3
Pays à faible revenu	137	0,4	145	1,1	152	2,8

Source : Agriculture : Horizon 2000 - FAO

Dans leur immense majorité, les agriculteurs de demain viennent d'une famille d'agriculteurs. Ces garçons et ces filles ont beaucoup appris pendant leur jeunesse, en assumant leur part des responsabilités quotidiennes, qu'il s'agisse de traire les vaches, de planter le maïs ou de faire les foin. Ces jeunes fermiers, soucieux de s'informer des derniers progrès techniques et scientifiques, s'associent à leurs parents pour tâcher de mieux connaître les dernières découvertes scientifiques. Les agriculteurs et leur famille sont unanimement favorables à toutes les formes d'enseignement agricole — séminaires ou programmes scolaires —, qu'il s'agisse des programmes informatisés à l'intention des agriculteurs ou de l'amélioration des semences résistant à la sécheresse ou de la lutte contre les parasites.

Comme le dit Robert Hughes : « La ferme, c'est ma vie. Cela peut sembler naïf, mais c'est la vérité. Notre travail nous prend beaucoup de temps. Par exemple, un fermier qui fait du lait est pris sept jours par semaine. 99 % des exploitations agricoles des États-Unis sont des exploitations familiales, ce qui veut dire que tous les membres de la famille sont ensemble chaque jour.

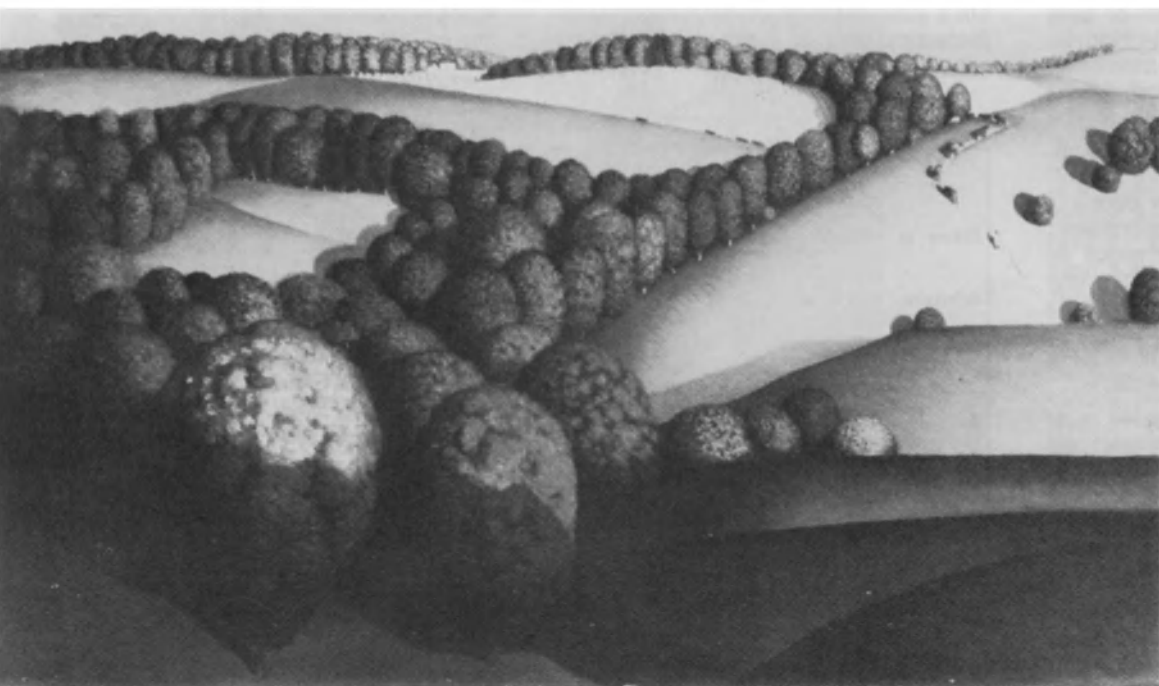
« Les fermiers sont par nature des gens optimistes. Nous sommes libres de faire ce qui marche le mieux : du bétail, des céréales ou du lait, de changer de culture si nécessaire ou d'interrompre celle qu'on a commencée. A cet égard, nous sommes complètement indépendants, même si tout le monde est bien obligé de tenir compte de l'intervention des pouvoirs publics. Nous ne manquons ni de hardiesse ni d'imagination. Nous devons apprendre à utiliser plus efficacement les engrais, à moins fatiguer la terre pour réduire le prix de revient tout en économisant ce capital précieux. Ce sont là quelques-unes des pensées qui me viennent à l'esprit lorsque je contemple mon maïs qui pousse, baigné de lumière et stimulé par le chaud soleil de juin. »

Don Peasley



Photo T. Mahieu © Rapho, Paris

Ici, des agriculteurs américains récoltent le riz au moyen de puissantes moissonneuses-batteuses avant de le transporter par camion vers des silos de stockage. Selon une légende, le riz aurait été introduit aux États-Unis au 17^e siècle lorsqu'un navire en provenance de Madagascar, endommagé par la tempête, vint chercher refuge dans le port de Charleston, en Caroline du Sud.



A gauche, *L'approche du couchant*, peinture à l'huile de Grant Wood (1892-1942) devenu célèbre pour ses tableaux évoquant la vie rurale du Middle West.

Photo © Spencer Museum of Art, Université du Kansas, tirée de *La peinture américaine*, Ed. Denoel, Paris

Quand la ville rencontre la campagne

par Minko Kazandjiev



Le village de Dounavtsi, dans le département de Vidin, au nord-ouest de la Bulgarie. Au premier plan, le magasin de la coopérative et, plus loin, les bureaux administratifs du complexe agro-industriel local.

Photo © Pressphoto BTA, Sofia

Avant la Seconde Guerre mondiale, la Bulgarie comptait parmi les pays agricoles arriérés. La terre était divisée en 12 millions de parcelles : ce morcellement de la propriété foncière entraînait une faible productivité et une dégradation de la situation socio-économique. Les paysans cultivaient la terre à l'aide d'aires en bois ou de simples charrues de fer, moissonnaient à la faucille et battaient encore le blé avec cet instrument primitif qu'est le tribulum.

De 1940 à 1944, le rendement moyen du blé était de 999,5 kg à l'hectare, et celui du maïs de 941 kg. La production annuelle d'une vache laitière atteignait environ 500 litres en moyenne, la production de laine 2,5 kg par mouton. Vers les années 1950, les villages restaient encore sans électricité, sans eau, et sans infrastructures sanitaires, culturelles ou sociales.

La réorganisation socialiste de l'agriculture s'est faite dans trois directions : la collectivisation volontaire des terres grâce à la formation progressive de coopératives ; leur équipement technique au moyen de subventions à fonds perdu, de crédits à long terme accordés presque sans intérêt et par la création de centres d'État de machines et de tracteurs ; la transformation radicale de la vie paysanne dans le domaine social.

Le processus de la coopération s'est achevé vers 1956, lorsque la plupart des exploitations individuelles sont devenues des fermes coopératives. La coopération même a rendu « superflue » une partie de la main-d'œuvre rurale. Phénomène qui s'est accéléré lorsqu'on a relégué dans les musées

les moyens primitifs de production utilisés auparavant. Cette main-d'œuvre a été employée de façon productive grâce à l'industrialisation du pays qui a entraîné une urbanisation croissante. Aujourd'hui, plus de 65 % de la population habite dans les villes contre 25 % en 1944, alors que la population rurale active ne dépasse pas 20 %.

Au cours de la décennie 1960-1970, la réorganisation technique de l'agriculture s'est amplifiée. L'urbanisation a progressé à un rythme rapide. Ce processus, aux formes multiples, mais aux objectifs économiques, politiques et sociaux convergents, a entraîné des changements dans la structure de l'administration et de la gestion du pays. On a ainsi constitué 291 systèmes d'agglomérations dans le cadre de 29 départe-

ments. Dans ce cadre, les 854 fermes coopératives unifiées ont été réorganisées en 290 complexes agraires et industriels. Tous les complexes agraires et industriels d'un département forment une union départementale agraire et industrielle ; l'ensemble des unions départementales agraires et industrielles constituent l'union nationale agraire et industrielle. Cette Union a le rang d'un ministère sans pour autant être financée par le budget d'État, et son fonctionnement n'exclut pas les principes traditionnels de la coopération.

De nos jours, ce système intègre étroitement l'agriculture bulgare aux branches industrielles : construction mécanique, industrie chimique, industrie de transformation, etc., ainsi qu'aux diverses organi-

Population (en milliers)

	Année	Population totale	Population agricole
Dans le monde	1970	3 696 640	1 902 790
	1981	4 513 440	2 055 630
Afrique	1970	354 825	246 287
	1981	484 355	303 832
Amérique du Nord et Amérique centrale	1970	319 783	52 095
	1981	380 878	53 340
Amérique du Sud	1970	190 193	74 038
	1981	246 087	77 836
Asie	1970	2 110 590	1 371 410
	1981	2 624 960	1 504 760
Europe	1970	459 180	92 354
	1981	486 469	68 897
Océanie	1970	19 320	4 312
	1981	22 963	4 755
URSS	1970	242 766	62 294
	1981	267 735	42 211

Source : Annuaire FAO de la production (1981)

MINKO KAZANDJIEV, de Bulgarie, est professeur à l'Académie d'agriculture et à l'Institut supérieur d'économie de son pays. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la politique agro-industrielle bulgare.



Ci-dessus, une récolteuse de raisins mécanique à l'œuvre dans un vignoble bulgare. La mécanisation de l'agriculture engagée depuis la Seconde Guerre mondiale a transformé complètement la vie des ouvriers agricoles bulgares.

Photo © Pressphoto BTA, Sofia



Paysannes, œuvre du sculpteur bulgare Ivan Lazarov (1889-1952).

Photo © Sofia Press, Bulgarie

sations scientifiques. L'Académie bulgare des sciences, avec son réseau national d'instituts scientifiques et de stations expérimentales, tout comme les écoles secondaires et supérieures d'agriculture, sont membres de l'Union à titre collectif. Tous les membres de cette Union conservent leurs droits de personne juridique, ont une autonomie financière et créent des fonds productifs et sociaux de réserve. Le progrès scientifique et technologique, associé aux formes collectives de l'organisation du travail, participe ainsi de l'agriculture socialiste et le travail de l'agriculteur devient une forme particulière de travail industriel.

Par ses rendements, l'agriculture bulgare a déjà atteint le niveau des pays les plus avancés. Citons un exemple : pour 1982, la production moyenne en kilogrammes à l'hectare est la suivante, blé : 4 666 ; maïs : 5 771 ; tomates : 29 908 ; betterave sucrière : 27 284 ; poivrons : 17 189 ; pommes de terre : 11 706. La Bulgarie produit déjà plus d'une tonne de céréales par tête d'habitant. Aujourd'hui, la consommation individuelle est la suivante, pain : 216 kg ; viande : 61,2 kg ; graisses végétales et animales : 21 kg ; lait et produits laitiers : 170 kg ; sucre et sucreries : 35 kg ; œufs : 204.

L'exploitation agricole individuelle peut également donner de bons résultats quantitatifs. Mais ce qui caractérise le développement historique de l'agriculture socialiste, c'est la transformation radicale qui s'opère dans la vie sociale et quotidienne des agriculteurs. Cette transformation signifie en pratique : élévation considérable du niveau de vie ; modernisation complète de l'habitat et de l'équipement : appareils électroménagers, radio, télévision, voitures ; à travail égal, rémunération égale pour les hommes, les femmes et les jeunes ; unification du régime des assurances sociales et des pensions des agriculteurs, des ouvriers industriels et des employés (les femmes commencent à toucher une pension à partir de 55 ans, les hommes à partir de 60 ans) ; gratuité du service médical et de l'enseignement pour tous ; enfin, tous les villages de Bulgarie sont désormais modernisés aux plans architectural, communal, culturel et social. Ils possèdent des bibliothèques publiques, des cinémas, des maisons de la culture, préservent et enrichissent les traditions de l'art populaire. Les villages sont reliés aux autres parties du pays par un vaste réseau routier et ferré, des communications téléphoniques, télégraphiques et radio, des services postaux modernes.

L'image du village perdu et coupé du monde n'apparaît plus aujourd'hui que dans les livres et dans les musées. En un temps fort bref, la Bulgarie socialiste a su résoudre le très ancien antagonisme entre la ville et la campagne.

Minko Kazandjiev

Les nouveaux nomades

par Jean Fauchon

Un nuage stagnant de poussière ocre s'élève au-dessus de la piste de sable qui, en trois heures, nous a conduit de Lagbar, capitale du désert du Ferlo, au nord-est du Sénégal, vers le forage de N'Doli. Peu à peu, l'air immobile est envahi par un concert de mugissements, de beuglements, de cris de toutes sortes, tandis que des troupeaux de plus en plus nombreux nous croisent sur la piste. Et puis, soudain, après quelques bâtiments blancs, une immense place. Au centre, de longs abreuvoirs en tôle, alimentés par un grand château d'eau, et, tout autour, des milliers d'animaux, rangés en groupes soigneusement délimités : vaches blanches aux cornes immenses, chèvres innombrables parfaitement disciplinées, moutons hauts sur pattes, et, de temps en temps, des bouviers ou des pasteurs, peuls le plus souvent, montés sur des chevaux ou des chameaux. Chacun boit tout son soûl, puis tout le troupeau quitte l'abreuvoir, immédiatement remplacé par un autre. Il repart à travers le Ferlo pour atteindre une zone de pâturage où il va passer la nuit, tout en paissant le tapis d'herbe et de fleurs que la saison des pluies – de juillet à septembre environ dans cette région – vient de faire surgir.

Partiellement sédentarisés, les Peuls restent cependant des nomades, car leur sort est lié à celui du bétail, c'est-à-dire aux pâturages, toujours temporaires, nécessaires à sa nourriture. Mais ce sont déjà de « nouveaux » nomades car ils trouvent des circuits organisés pour la nourriture de leurs troupeaux, leur abreuvement – souvent même aux forages qui deviennent progressivement des bourgades – des soins médicaux, vétérinaires, des boutiques et parfois des écoles.

Tout ceci est fort loin des images que nous conservons des nomades : grandes caravanes traversant les déserts de l'Asie centrale

JEAN FAUCHON, de France, est un spécialiste des problèmes du développement rural et de l'écologie. Ancien fonctionnaire international du système des Nations unies, il a été notamment le chef de la Section de formation rurale au BIT (Bureau international du travail) et le directeur de la Division des écosystèmes et des ressources naturelles du PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement) à Nairobi (Kenya).

Campement d' Afars, une population de pasteurs nomades islamisés appelés aussi Danakil, en Éthiopie.

Photo © Claude Sauvageot, Paris

pour échanger la soie et la cannelle contre les tapis, les jades ou les ivoires ; Touaregs parcourant en guerroyant les immensités sahariennes, et maintenant sous leur joug des esclaves noirs qui cultivent pour eux la bordure des déserts ; pasteurs peuls ou massaïs poussant devant eux des troupeaux plus ou moins faméliques à la recherche d'hypothétiques pâturages. Bref, des gens vivant dans les régions arides, voire désertiques et qui ont adopté une façon de vivre, le nomadisme, commandée par une nécessité économique fondamentale : celle de se déplacer d'une façon presque continue pour assurer leur subsistance. Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Les transports maritimes, les camions, voire les avions, ont relégué dans le passé les caravanes sans fin de la Route de la Soie. Néanmoins, certaines marchandises font l'objet de trafics importants par animaux de bât, surtout lorsqu'il faut amener au bord de routes carrossables des produits éloignés. C'est ainsi que le sel est distribué sur les Hauts plateaux andins par des groupes de plusieurs centaines de lamas, à partir des lagunes d'Uyuni, en Bolivie, et, dans la région sahélienne et soudanaise, par des caravanes de Touaregs venant des mines de Bilma, au Niger. D'autres transports ont un caractère plus local : chaque année, des centaines de yacks franchissent la frontière tibétaine à travers la Haute Vallée de la Tsangbou pour échanger le sel ou la laine contre le grain et les pommes de terre du Népal. Des chameaux amènent choux, oignons et autres légumes de la région des *niayes*, au nord de Dakar, vers les terminus routiers, à travers des pistes sablonneuses où les roues des véhicules à moteur s'enfonceraient mais que les larges semelles des pattes des chameaux affrontent sans problèmes.

Ces animaux de bât sont conduits en général par des caravaniers nomadisant, rarement accompagnés de leurs familles, et il est difficile de parler à leur sujet d'une « société nomade » ayant tout un ensemble de caractéristiques qui peuvent définir une « civilisation nomade ». On peut d'ailleurs se demander si de telles sociétés existent encore aujourd'hui.

En effet, la pression des bouleversements économiques, sociaux et culturels est en train de les faire évoluer rapidement, sinon disparaître. Certaines d'entre elles, qui ne peuvent plus exercer leur sou-





Les Rendilles, 9 000 personnes environ, vivent au sud-est du lac Turkana, au Kenya. Ils nomadisent entre la Somalie, l'Éthiopie et le Kenya. C'est l'un des rares groupes nomades à vivre exclusivement de l'élevage des chameaux. En haut et en bas : campement de Rendilles. L'une des tentes est en cours de démontage.

Photos © Amos Schilack/ANA, Paris

veraineté sur certaines oasis du Sahara, ont commencé à vivre des chameaux eux-mêmes, élevés pour leur viande ou leur peau ; elles ont alors dépendu de plus en plus de l'existence de pâturages et de leur recherche continue. D'autres ont entrepris des périples saisonniers les ramenant sur des terres cultivables, à la saison sèche, au bord des fleuves, tandis que la saison des pluies les voyait repartir et se disperser autour de points d'eau temporaires. Finalement, certaines d'entre elles se sont fixées et ont entrepris des cultures sur des terres de décrue, tout en conservant des troupeaux de moutons ou de chèvres. Quelquefois même, les gisements nouvellement découverts de minerais, en particulier de pétrole ou d'uranium, ont offert des possibilités d'emplois à des nomades, limitées d'ailleurs par leur manque de formation générale ou professionnelle.

Les grandes sécheresses de la dernière décennie ont eu, non seulement en Afrique sahélienne, mais dans de nombreuses autres régions, des conséquences tragiques. Ainsi, en Mauritanie, en 1965, 58 % de la population était considérée comme nomade. Dix ans après, il n'y en avait plus que 25 %, et ce chiffre a encore baissé après la grande sécheresse de 1977, qui a causé des dégâts irréversibles. Durant la même période, les ruraux sédentaires passaient de 15 à 42 % et les citadins, de 7 à 31 % de la population. Le même désastre s'est produit au Mali, au Tchad, au Soudan ; dans certains pays, les hommes ont quitté leurs familles pour chercher de quoi survivre et ne sont jamais revenus ; parfois même, ils se sont suicidés, ayant tout perdu avec leur troupeau. Les sécheresses ont ainsi précipité une évolution qui se dessinait depuis plusieurs années.

Car une menace plus grave guette les pasteurs nomades. Dans le Sahel, la rareté des terres cultivables jointe à la pression démographique, ont amené les cultivateurs à étendre de plus en plus les cultures vers le nord, jusqu'aux régions dans lesquelles viennent mourir les pluies issues du golfe de Guinée. Ces régions, au régime pluvial incertain (de 100 à 300 millimètres de pluie par an) étaient de tous temps réservées aux pasteurs nomades, qui savaient en tirer le meilleur parti en faisant circuler les troupeaux d'un pâturage à un autre. Mais ils en ont été chassés progressivement par les cultivateurs sédentaires affamés de terres et qui ne peuvent y supporter la présence de troupeaux, même sur les terres en jachère temporaire.

Les gouvernements, d'autre part, ont presque partout adopté des politiques de sédentarisation des nomades. Ils leur reprochent d'être indisciplinés, rebelles au progrès, à l'hygiène, de ne pas accepter le contrôle des autorités légales, de connaître des conditions sociales archaïques. On les accuse de nombreux pillages et, suprême argument, de ne rien apporter à l'économie nationale ! A cet égard, les grandes sécheresses, en éliminant une partie des nomades, n'ont pas déplu à certains politiciens locaux.

Ils oublient alors que la disparition des nomades laisserait d'immenses étendues de terres arides et de déserts sans aucune présence humaine et que les troupeaux nomades peuvent fournir des quanti-▶



► très importantes de viande et de peaux s'ils sont convenablement exploités.

Par ailleurs, si les grandes caravanes d'autrefois ont peu de chance de reprendre la route, certains transports par animaux de bât vont sans doute se maintenir, car l'élévation du prix du pétrole, le coût des routes et des véhicules, les rendent compétitifs, surtout lorsqu'il s'agit de faire circuler des denrées ou des marchandises à travers des régions très mal desservies ou au relief difficile.

En Scandinavie et en URSS, les Lapons, ces nomades du Nord qui conduisent d'immenses troupeaux de rennes de la grande forêt boréale, l'hiver, aux « toundras » arctiques, l'été, connaissent actuellement une économie prospère grâce à des mesures économiques et sociales qui leur ont permis de maintenir un style de vie traditionnel mais modernisé : un nomadisme limité mais réel, une économie basée sur la modernisation de l'élevage du renne, une vie sociale intense et les avantages de la vie moderne. Sans eux, les immensités du Nord seraient vides, ce qui poserait de nombreux problèmes, y compris ceux de la défense du territoire.

La situation des nomades dans les régions arides subtropicales n'est pas sans ressemblances avec celle des Lapons. A travers l'élevage des chameaux, des bovins ou du petit bétail, c'est le pastoralisme qui reste le fondement de leur vie. De nombreuses solutions sont proposées et parfois appliquées pour l'exploitation moderne des terres arides par un élevage extensif : reconnaissance des terrains de parcours et équipement en points d'eau judicieusement situés, surveillance continue des forages et aménagement de leurs abords, contrôle des mouvements des troupeaux en fonction des pâturages disponibles, et exploitation rationnelle des différentes productions animales : viande, peau, laine, etc.

Les interventions de l'État sont alors essentielles car les pasteurs nomades sont, pour le moment du moins, incapables techniquement et financièrement d'assumer les charges d'une modernisation de l'élevage qu'ils pratiquent. Encore faut-il que ces États n'aient pas pour objectif la sédentarisation définitive d'un nombre aussi grand que possible de tribus nomades. Transformer des nomades en agriculteurs représente souvent une tâche impossible, non seulement par suite de l'opposition fondamentale entre pasteurs et agriculteurs, mais parce que les modes de vie des nomades et leurs traditions s'opposent avec force à toute sédentarisation. Cela peut aller très loin. C'est ainsi que l'expérience de certains centres de formation montre qu'il est sans doute plus facile de former des jeunes originaires de groupes nomades aux métiers de l'industrie qu'à ceux de l'agriculture et qu'ils sont souvent meilleurs conducteurs de camions que cultivateurs de riz ou de mil.

Mais ce sont des citoyens comme les autres et les nomades en ont bien conscience, tout autant que de la nécessité d'une intégration à la vie moderne. Le moyen principal en est l'alphabétisation. La plupart des pays riverains du Sahara ont inscrit dans leur constitution l'obligation de la scolarité. Elle s'applique aux nomades comme aux autres. Encore faut-il que l'enseignement les atteignent, et dans leur propre langue, ce qui est sans doute possible au moyen d'une utilisation judicieuse de la radio et de la scolarisation des jeunes à certaines périodes.

Un autre aspect essentiel de la modernisation de la vie des nomades est l'organisation des soins médicaux. Si la dureté ordinaire de leur vie aboutit à la sélection naturelle des plus résistants, les femmes, par exemple, n'acceptent plus guère l'énorme mortalité infantile qui est trop souvent la règle dans les tribus nomades. Les vaccinations, la lutte contre les grandes endémies, les soins en cas d'accident vont de pair avec l'introduction d'une hygiène publique élémentaire ; pour cela, la formation d'agents de la santé originaires des milieux nomades, et la création de centres de soins auprès des

forages, par exemple, peuvent changer la vie et l'attitude des pasteurs nomades vis-à-vis des autorités gouvernementales, en leur montrant qu'ils ne constituent pas une catégorie rejetée de la population rurale.

Au cours des millénaires, un certain équilibre humain s'est établi dans les immenses ensembles constitués par des terres fertiles, devenues arides, puis désertiques, et les hommes ont su tirer le meilleur parti des maigres ressources offertes par les milieux naturels qu'ils rencontraient. Le monde moderne a ensuite bouleversé des structures fragiles maintenant condamnées par l'évolution économique et sociale.

Le nomadisme reste sans doute l'unique façon de tirer parti de vastes espaces qui resteraient autrement vides de vie. C'est à partir de cette constatation que les États concernés doivent rechercher les nouveaux équilibres qui conduiront finalement à sa survie et à son développement.

Jean Fauchon



Photo © Jean Fauchon, Ferney-Voltaire, France

Petit campement de Peuls, en Mauritanie. Il est fixé près d'un puits dont l'eau est retirée au moyen d'un balancier ou chadouf (au premier plan). Mais le niveau de la nappe phréatique, descendu à plus de dix mètres de profondeur par suite de la sécheresse, est devenu hors d'atteinte.

Superficie déjà affectée ou risquant d'être affectée par la désertification dans les pays en développement, par continent

Région	Désert extrême existant	Degré de risque de désertification			Total	Pourcentage de la superficie totale des terres
		Très élevé	Elevé	Modéré		
..... milliers de km ²						%
Afrique	6 178	1 725	4 911	3 741	16 555	55
Amérique du Sud	200	414	1 261	1 602	3 478	20
Asie	1 581	790	7 253	5 608	15 232	34
Total	7 959	2 929	13 425	10 951	35 265	28

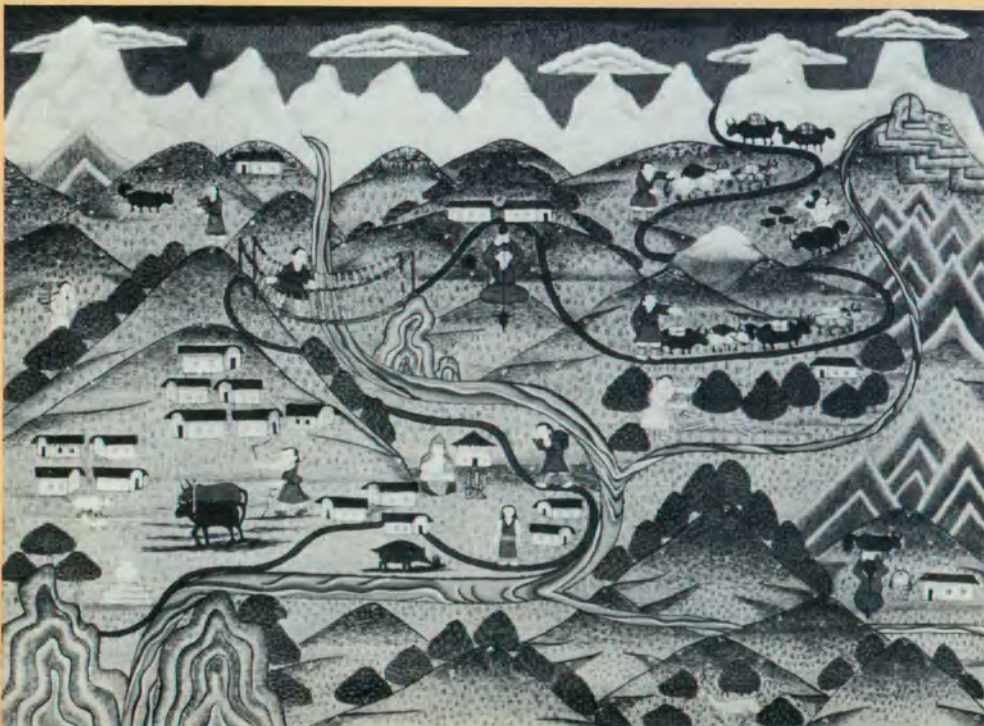
Source : Agriculture : Horizon 2000 - FAO

Chameaux d'une caravane de Rendilles au repos près d'un point d'eau. Les bêtes portent sur leur dos les armatures des tentes qui seront montées dès que la tribu se sera fixée pour quelque temps. En attendant, ces armatures servent de protection aux femmes, aux enfants et aux objets précieux transportés par les chameaux.



En 1980, environ 2 milliards de personnes, soit les trois quarts de la population des pays en développement, dépendaient du bois de feu et d'autres combustibles traditionnels pour leurs besoins énergétiques quotidiens. La pénurie de bois de feu, qui touche 1 150 millions de personnes dans le tiers-monde, est particulièrement grave en Afrique et encore plus en Asie. Ci-contre : recherche de bois dans le désert.

Photos © Jean Fauchon, Ferney-Voltaire, France



Deux fois par an, des caravanes de yacks venues du Tibet, après avoir franchi des cols qui atteignent 5 000 mètres d'altitude, pénètrent dans la haute vallée népalaise de la Tsangbou pour échanger le sel, la laine et la graisse qu'elles transportent contre le grain et le bois. Ce troc millénaire est indispensable à la subsistance des deux peuples. Ci-contre, carte de la vallée de la Tsangbou avec l'itinéraire des caravanes. Peinture de Karma Tchiroum Lama.

Photo © Eric Valli/ANA, Paris

LATITUDES ET LONGITUDES

Un prix international de la communication

Le Prix McLuhan Téléglobe Canada, prix international de communication, sera décerné cette année pour la première fois, sous le patronage de l'Unesco. D'une valeur de 50 000 dollars canadiens et accompagné d'une médaille commémorative, le Prix a été créé par la Commission canadienne pour l'Unesco en association avec Téléglobe Canada, un organisme public canadien. Il sera remis tous les deux ans à un particulier ou à une équipe qui aura contribué d'une manière exceptionnelle à mieux faire comprendre l'influence des moyens et de la technologie de communication sur la société en général et plus particulièrement sur sa vie culturelle, artistique et scientifique. Un jury composé de personnalités canadiennes désignera le lauréat parmi les candidats présentés par les Commissions nationales auprès de l'Unesco. Les candidatures seront reçues le 31 juillet 1983 au plus tard.

L'Unesco lance un appel en faveur de Moenjodaro

M. Amadou-Mahtar M'Bow, Directeur général de l'Unesco, a lancé un appel à la communauté internationale pour la sauvegarde du site de Moenjodaro, cette ville établie il y a environ 4 500 ans, qui témoigne de l'ancienne civilisation de la vallée de l'Indus, au Pakistan. Les prestigieux vestiges de Moenjodaro sont menacés d'une destruction totale par la montée des nappes d'eau souterraines : les sels minéraux qu'elles contiennent rongent la terre cuite des briques, minent les fondations et corrodent les murs de tous les bâtiments. Au cours des 20 dernières années, grâce aux efforts du gouvernement pakistanais, qui a assuré le financement de la plus grande partie des travaux, et grâce aux contributions obtenues à la suite d'un premier appel de l'Unesco en 1974, un grand pas a été accompli au moyen d'un plan qui prévoyait une triple action : abaisser le niveau de la nappe phréatique, dévier le cours de l'Indus et éliminer les sels minéraux. Mais, pour que soit atteinte la totalité des objectifs prévus, d'autres contributions sont nécessaires. En effet,

pour mieux contrôler le niveau de la nappe phréatique et pour freiner l'Indus, d'énormes moyens financiers sont nécessaires. Des inondations comme celles qui ont eu lieu dans la province du Sind, en 1973, pourraient faire disparaître Moenjodaro à jamais.

Plaidoyer pour la science et le devenir de l'homme

Jean Dausset, prix Nobel de médecine et professeur au Collège de France, a lancé cette année, dans les colonnes du journal « Le Monde » (du 9 mars 1983), un appel en faveur du Mouvement universel de la responsabilité scientifique dont on trouvera ci-dessous de larges passages.

Etonnés chaque jour par de nouveaux exploits technologiques et abreuvés de drames humains, nous prenons progressivement conscience que nous vivons la période sans doute la plus exaltante, mais aussi la plus dangereuse de l'aventure humaine.

Certains, tout en bénéficiant chaque jour des progrès de la science, éprouvent la nostalgie du passé, que l'on a toujours tendance à idéaliser. Beaucoup craignent pour le futur et, se jugeant impuissants à modifier le cours des événements, s'enferment dans une passivité résignée.

Les deux attitudes sont irrationnelles. D'un côté, toute nouvelle connaissance est libération. On ne peut, on ne doit pas arrêter la marche de la science. De l'autre, il faut faire confiance à l'homme pour trouver lui-même les voies de sa survie.

Face à un monde déséquilibré et limité, bientôt surpeuplé, la responsabilité du scientifique se fait de plus en plus lourde. Sciences et devenir de l'homme, association française pour le Mouvement universel de la responsabilité scientifique, s'efforce d'accélérer la prise de conscience, par les scientifiques, par tous ceux qui détiennent une partie de l'autorité et, en vérité, par tous les hommes, de l'immense responsabilité qui est la leur.

On a parfois soupçonné, voir accusé, les scientifiques de vouloir « prendre le pouvoir ». En fait, ils sentent qu'il est

temps pour eux de se mettre au service de la société. Dans un monde menaçant, personne, aucune autorité individuelle, aucun groupe, ne paraissent à eux seuls capables de contrôler la situation. Seule, semble-t-il, une opinion publique bien informée et décidée pourrait être garante de la sagesse.

Sciences et devenir de l'homme, branche française du Mouvement universel de responsabilité scientifique, 127, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. 326-43-98.

Cours archéologiques d'été en Italie

Dans le cadre de ses efforts pour développer une collaboration, à l'échelle mondiale, entre les archéologues spécialisés dans l'art rupestre, le « Centro Camuno di Studi Preistorici » (CCSP), en Italie, organise, du 4 juillet au 8 août de cette année, des cours d'été. Ils auront lieu au CCSP de Valcamonica, site où l'on a relevé plus de 180 000 gravures rupestres. Avec la collaboration de l'Unesco, le CCSP prépare actuellement un inventaire mondial de l'art rupestre. Pour une plus ample information au sujet de ces cours d'été, qui prévoient travaux d'exploration, recherches sur le terrain et en laboratoire, projection de films documentaires, conférences et débats, on est prié d'écrire au Centro Camuno di Studi Preistorici, 25044 Capo di Ponte (Bs.), Italie.

Etude de la non-violence

Un séminaire international intitulé « La non-violence : signification, formes et applications » aura lieu, cet été, du 26 juin au 8 juillet, au Centre inter-universitaire d'études supérieures (IUC) à Dubrovnik, en Yougoslavie. Ce séminaire entend offrir une vue d'ensemble des problèmes de la non-violence d'après les écrits et l'expérience de quelques grandes figures appartenant à diverses parties du monde. Les demandes de renseignements doivent être adressées au secrétariat de l'IUC (Franca Bulica 4, YU — 50 000 Dubrovnik, Yougoslavie) ou à Nigel Young (Hetton House, Hetton, Skipton, North Yorkshire, Grande-Bretagne).

Bureau de la Rédaction :

Unesco, place de Fontenoy, 75700 Paris, France

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduits du Courrier de l'Unesco », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne sont renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le Courrier de l'Unesco expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'Unesco ou de la Rédaction. Les titres des articles et les légendes des photos sont de la rédaction.

Rédacteur en chef adjoint : Olga Rödel

Secrétaire de rédaction : Gillian Whitcomb

Rédacteurs :

Edition française : Alain Lévêque (Paris)

Edition anglaise : Howard Brabyn (Paris)

Edition espagnole : Francisco Fernandez-Santos (Paris)

Edition russe : Nikolai Kouznetsov (Paris)

Edition arabe : Sayed Osman (Paris)

Edition allemande : Werner Merkl (Berne)

Edition japonaise : Kazuo Akao (Tokyo)

Edition italienne : Mario Guidotti (Rome)

Edition hindie : Krishna Gopal (Delhi)

Edition tamoule : M. Mohammed Mustafa (Madras)

Edition hébraïque : Alexander Broïdo (Tel-Aviv)

Edition persane : Mohammed Reza Berenji (Téhéran)

Edition néerlandaise : Paul Morren (Anvers)

Edition portugaise : Benedicto Silva (Rio de Janeiro)

Edition turque : Mefra Ilgazer (Istanbul)

Edition ourdoue : Hakim Mohammed Saïd (Karachi)

Edition catalane : Joan Carreras i Marti (Barcelone)

Edition malaise : Azizah Hamzah (Kuala Lumpur)

Edition coréenne : Yi Kae-Seok (Séoul)

Edition kiswahili : Domino Rutayebesibwa (Dar-es-Salaam)

Editions croato-serbe, macédonienne, serbo-croate,

slovène : Punisa Pavlović (Belgrade)

Edition chinoise : Shen Guofen (Pékin)

Edition bulgare : Pavel Pissarev (Sofia)

Edition grecque : Alkis Anghelou (Athènes)

Editions braille : Frederick H. Potter (Paris)

Rédacteurs adjoints :

Edition française :

Edition anglaise : Roy Malkin

Edition espagnole : Jorge Enrique Adoum

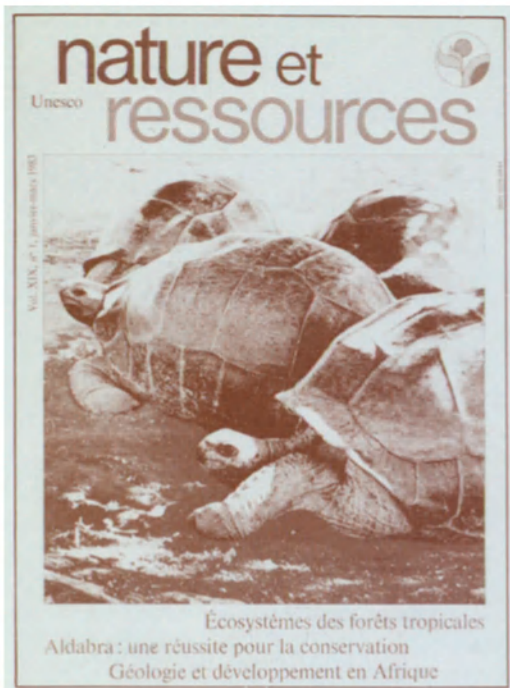
Documentation : Christiane Boucher

Illustration : Ariane Bailey

Maquettes : Robert Jacquemin

Promotion-diffusion : Fernando Ainsa

Toute la correspondance concernant la Rédaction doit être adressée au Rédacteur en Chef.



Format 21 x 29,7
 Environ 44 pages par numéro
 Illustrations
 Publié en français, anglais, espagnol et russe
 le n° : 12 FF
 l'abonnement d'un an (4 numéros) : 38 FF

NATURE ET RESSOURCES

Revue trimestrielle de l'Unesco

Chronique internationale et informations sur les activités de l'Unesco relatives à l'environnement, aux ressources naturelles, à la recherche et à la conservation.

Au sommaire de chaque numéro :

- **UN ARTICLE DE FOND** tel que la conservation des ressources génétiques, l'aménagement du territoire en zone aride, les changements dans le climat mondial, la protection des lagunes côtières, les écosystèmes forestiers tropicaux, la surveillance mondiale de la qualité de l'eau.
- **NOUVELLES DES PROGRAMMES EN COURS** : l'homme et la biosphère, les programmes internationaux de corrélation géologique et d'hydrologie.
- **UNE BIBLIOGRAPHIE COMMENTÉE** des dernières parutions portant sur les disciplines relatives à l'environnement.

POUR VOUS ABONNER : écrire à l'Unesco, Bureau D.080, 7 place de Fontenoy, 75700 PARIS avec votre règlement par chèque, mandat ou CCP 12598-48F libellé à l'ordre de la Librairie de l'Unesco.

Pour vous abonner ou vous réabonner et commander d'autres publications de l'Unesco

Vous pouvez commander les publications de l'Unesco chez tous les libraires en vous adressant directement à l'agent général (voir liste ci-dessous). Vous pouvez vous procurer, sur simple demande, les noms des agents généraux non inclus dans la liste. Les paiements des abonnés peuvent être effectués auprès de chaque agent de vente qui est à même de communiquer le montant du prix de l'abonnement en monnaie locale.

ALBANIE. N. Sh. Botimeve Naim Frasheri, Tirana — **ALGÉRIE.** Société nationale d'édition et diffusion (SNED), 3 bd Zirout Youcef, Alger — **RÉP. FÉD. D'ALLEMAGNE.** Le Courrier de l'Unesco (allemand, anglais, français, espagnol) Mr Herbert Baum Deutscher Unesco Kurier Vertrieb Besatzstrasse 57 5300 BONN 3 Autres publications S Karger GmbH, Karger Buchhandlung, Angerhofstr 9, Postfach 2, D-8034 Germering/München Pour les cartes scientifiques seulement: Geo Center Postfach 800830 Stuttgart 80 — **RÉP. DÉM. ALLEMANDE.** Buchhaus Leipzig, Postfach, 140, Leipzig Internationale Buchhandlungen, en R D A — **ARGENTINE.** Libreria El Correo de la Unesco EDILYR S R L Tucumán 1685 1050 Buenos Aires. — **AUTRICHE.** Buchhandlung Gerold and Co Graben 31 A-1011 Wien. — **BELGIQUE.** Ag pour les publications de l'Unesco et pour l'édition française du "Courrier". Jean de Lanoy, 202, Avenue du Roi, 1060 Bruxelles, CCP 000-0070823-13 Edition néerlandaise seulement : N V Handelsmaatschappij Keesinglaan 2-18, 21000 Deurne-Antwerpen — **RÉP. POP. DU BÉNIN.** Librairie nationale, B P. 294 Porto Novo — **BRÉSIL.** Fundação Getulio Vargas, Editora-Divisão de Vendas, Caixa Postal 9 052-ZC 02, Praia de Botafogo, 188 Rio de Janeiro RJ — **BULGARIE.** Hemus, Kantora Literaturna, bd Rousky 6, Sofia — **CAMEROUN.** Le secrétaire général de la Commission nationale de la République unie du Cameroun pour l'Unesco, B P N° 1600, Yaoundé. — **CANADA.** Editions Renouf Limitée, 2182, rue Ste Catherine Ouest, Montréal, Que H3H 1M7 — **CHILI.** Libreria La Biblioteca Alejandro, 1867 Casilla, 5602 Santiago 2 — **CHINE.** China National Publications Import and Export Corporation, P. O. Box 88, Beijing — **COLOMBIE.** Instituto Colombiano de Cultura, Carrera 3A n° 18/24 Bogota — **RÉP. POP. DU CONGO.** Librairie populaire B P 577 Brazzaville, Commission nationale congolaise pour l'Unesco, B P 493, Brazzaville — **CÔTE-D'IVOIRE.** Librairie des Presses Unesco, Commission Nationale Ivoirienne pour l'Unesco, B P 2871, Abidjan, — **DANEMARK.** Munksgaard export and subscription service 35 Norre Sogade 1370 Copenhagen K — **ÉGYPTE (RÉP. ARABE D').** National Centre for Unesco Publications, N° 1, Talat Harb Street, Tahrir Square, Le Caire — **ESPAGNE.** MUNDI-PRENSA Libros S.A., Castelló 37, Madrid 1, Ediciones

LIBER, Apartado 17, Magdalena 8, Ondárroa (Vizcaya) DONAIRE, Aptdo de Correos 341, La Coruna, Libreria Al-Andalus, Roldana, 1 y 3, Sevilla 4 Libreria CASTELLS, Ronda Universidad 13, Barcelona 7 — **ÉTATS-UNIS.** Unipub 345, Park Avenue South, New York, N.Y. 10010 — **FINLANDE.** Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 1, 00100 Helsinki Suomalainen Kirjakauppa Oy, Kouvuvaraan Kuja 2, 01640 Vantaa 64 — **FRANCE.** Librairie Unesco, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris C C P 12 598 48 — **GRECE.** Toutes librairies internationales — **RÉP. POP. REV. DE GUINÉE.** Commission nationale guinéenne pour l'Unesco, B P 964, Conakry — **HAÏTI.** Librairie A la Caravelle, 26, rue Roux, B P. 111, Port-au-Prince — **HAUTE-VOLTA.** Lib Attie B P 64, Ouagadougou — Librairie Catholique « Jeunesse d'Afrique » Ouagadougou — **HONGRIE.** Akadémiai Könyvesbolt, Váci U 22, Budapest V, A K V Könyvtárosok Boltja Népköztasasag utja 16, Buda pest VI — **INDE.** Orient Longman Ltd : Kamani Marg, Ballard Estate Bombay 400 038, 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13 ; 36a Anna Salai, Mount Road, Madras 2 B-3/7 Asaf Ali Road, Nouvelle-Delhi 1, 80/1 Mahatma Gandhi Road, Bangalore-560001, 3-5-820 Hyderguda, Hyderabad-500001 Publications Unit, Ministry of Education and Culture, Ex AF0 Hutments, Or Rajendra Prasad Road, Nouvelle-Delhi-110001, Oxford Book and Stationery Co., 17 Park Street, Calcutta 700016 ; Scindia House, Nouvelle-Delhi 110001 — **IRAN.** Commission nationale iranienne pour l'Unesco, av Iranchahr Chomali N° 300, B P 1533, Téhéran, Kharazmie Publishing and Distribution Co 28 Vessal Shirazi St Enghélab Avenue, P O Box 314/1486, Téhéran — **IRLANDE.** The Educational Co of Ir Ltd, Ballymount Road Walkinstown, Dublin 12 — **ISRAËL.** A B C Bookstore Ltd, P O Box 1283, 71 Allenby Road, Tel Aviv 61000 — **ITALIE.** Licosa (Libreria Commissionaria Sansoni, S p A) via Lamarmora, 45, Casella Postale 552, 50121 Florence — **JAPON.** Eastern Book Service Shuhwa Toranomon 3 Bldg, 23-6 Toranomon 3-chome, Minato-ku, Tokyo 105 — **LIBAN.** Librairies Antone, A. Naufal et Frères, B P 656, Beyrouth — **LUXEMBOURG.** Librairie Paul Bruck, 22, Grande-Rue, Luxembourg — **MADAGASCAR.** Toutes les publications. Commission nationale de la Rép dém de Madagascar pour l'Unesco, Ministère de l'Éducation nationale, Tananarive — **MALAISIE.** University of Malaya Co-operative Bookshop, Kuala Lumpur 22-11 — **MALI.** Librairie populaire du Mali, B P 28, Bamako — **MAROC.** Librairie « Aux belles images », 282, avenue Mohammed-V, Rabat, C C P 68-74 « Courrier de l'Unesco » pour les membres du corps enseignant Commission nationale marocaine pour l'Unesco 19, rue Oqba, B P 420, Agdal, Rabat (C C P 324-45) — **MARTINIQUE.** Librairie « Au Bouf Mich », 1, rue Perrinon, et 66, av du Parquet, 972, Fort de-France — **MAURICE.** Nalanda Co Ltd, 30, Bourbon Street, Port-Louis — **MEXIQUE.** Libreria El Correo de la Unesco, Actipán 66, Colonia del Valle, Mexico 12 DF — **MONACO.** British Library, 30, boulevard des moulins, Monte-Carlo — **MOZAMBIQUE.**

Instituto Nacional do livro e do Disco (INLD), Avenida 24 de Julho, 1921 r/c e 1º andar, Maputo — **NIGER.** Librairie Mauciert, B P 868, Niamey — **NORVÈGE.** Toutes les publications : Johan Grundt Tanum (Booksellers), Karl Johans gate 41/43, Oslo 1 Pour le « Courrier » seulement : A S Narvesens Litteraturjeneste, Box 6125 Oslo 6 Universitets Bokhandelen, Universitetsentret, P D B 307, Blindero Oslo 3 — **PAKISTAN.** Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-azam, Box 729 Lahore 3 — **PARAGUAY.** Agencia de diarios y revistas, Sra Nelly de Garcia Astillero, Pte Franco N° 580 Asunción — **PAYS-BAS.** Pour les périodiques seulement Dekker and Nordemann NV, P O Box 197, 1 000 AD Amsterdam. Pour les publications seulement Keesing Boeken B V., Postbus 1118, 1000 B C Amsterdam — **PEROU.** Libreria Studium, Plaza Francia 1164 Apartado 2139, Lima — **POLOGNE.** ORPAN-Import Palac Kultury, 00-901 Warszawa, Ars-Polona-Ruch, Krakowski-Przedmiescie N° 7, 00-068 Varsovie — **PORTUGAL.** Dias & Andrade Ltda, Livraria Portugal, rua do Carmo, 70, Lisbonne — **ROUMANIE.** ILEXIM, Export-Import, 3 Calea "13 Decembrie", P O Box 1-136/1-137, Bucarest — **ROYAUME-UNI.** H M Stationery Office P O Box 569, Londres S E 1. Mc Carta Ltd, 122 Kings Cross Road, Londres WC1X 9 DS — **SENÉGAL.** La Maison du Livre, 13, av Roume, B P 20-60, Dakar, Librairie Clairafrique, B P 2005, Dakar, Librairie « Le Sénégal » B P. 1954, Dakar — **SEYCHELLES.** New Service Ltd, Kingsgate House, P O Box 131, Mahé, National Bookshop, P O Box 48, Mahé — **SUEDE.** Toutes les publications A/B C E Fritzes Kungli Hovbokhandel, Regneringsgatan, 12, Box 16356, 103-27 Stockholm, 16 Pour le « Courrier » seulement Svenska FN-Forbundet, Skolgrand 2, Box 150 50, S-10465 Stockholm-Postgato 184692 — **SUISSE.** Toutes publications Europa Verlag, 5, Ramistrasse, Zurich, C C P 80-23383 Librairie Payot, 6, Rue Grenus, 1211, Genève 11 C C P 12 236 — **SYRIE.** Librairie Sayegh Immeuble Diab, rue du Parlement, B P 704, Damas — **TCHÉCOSLOVAQUIE.** S N T L, Spalena 51, Prague 1 (Exposition permanente), Zahracni Literatura, 11 Soukenicka, Prague 1 Pour la Slovaquie seulement : Alfa Verlag Publishers, Hurbanovo nam 6, 893 31 Bratislava — **TOGO.** Librairie Evangélique, B P 1164, Lomé, Librairie du Bon Pasteur, B P 1164, Lomé, Librairie Moderne, B P 777, Lomé — **TRINIDAD ET TOBAGO.** Commission Nationale pour l'Unesco, 18 Alexandra Street, St Clair, Trinidad, W I — **TUNISIE.** Société tunisienne de diffusion, 5, avenue de Carthage, Tunis — **TURQUIE.** Haset Kitapevi A S, Istiklal Caddesi, N° 469, Posta Kutusu 219, Beyoglu, Istanbul — **U.R.S.S.** Mejdunarodnaya Kniga, Moscou, G-200 — **URUGUAY.** Edilyr Uruguaya, S A Libreria Losada, Maldonado, 1092, Colonia 1340, Montevideo — **YUGOSLAVIE.** Mladost, Ilica 30/11, Zagreb, Cankarjeva Zaloza, Zopitarjeva 2, Lubljana, Nolit, Terazje 27/11, Belgrade — **RÉP. DU ZAIRE.** La librairie, Institut national d'études politiques, B P 2307, Kinshasa Commission nationale de la Rép du Zaire pour l'Unesco, Ministère de l'Éducation nationale, Kinshasa



La broderie des labours
(Voir page 3)